



Civilisation de la France au XXe siècle

Quatrième année

Amani Mohamed Zaki

Université du sud de la Vallée

2025

Civilisation de la France au XXe siècle

Quatrième année

Amani Mohamed Zaki

Université du sud de la Vallée

2025

Table des matières

La IV^e République.

La première Guerre mondiale.

La Seconde Guerre mondiale.

La France dans la Seconde Guerre mondiale.

La V^e République.

La modernisation économique de la France.

Les Français du second XX^e siècle.

La révolution industrielle.

Tu dois **connaître les repères chronologiques** suivants :

- 1958 : naissance de la V^e République et début de la présidence de C. de Gaulle
- 1962 : élection du président au suffrage universel direct
- 1968 : agitations sociales de Mai 68
- 1969-1974 : présidence de G. Pompidou
- 1974-1981 : présidence de V. Giscard d'Estaing
- 1981-1995 : présidence de F. Mitterrand (première alternance politique)
- 1995-2007 : présidence de J. Chirac
- 2007-2012 : présidence de N. Sarkozy
- 2012-2017 : présidence de F. Hollande

Les grandes dates de l'histoire économique et sociale de la France

1914-1944 : une société fracturée par les guerres et la Grande Dépression

1914-1944 : une société fracturée par les guerres et la Grande Dépression

1914-1918 : la mobilisation économique

La Grande Guerre fut une guerre industrielle. La mobilisation des entreprises joua un rôle déterminant sur cet "autre front".

1919 : un baccalauréat pour les filles 1919

La création d'un baccalauréat féminin amorce une lente évolution des mentalités vis-à-vis du travail des femmes, qui s'inscrit dans un mouvement général d'émancipation et d'égalité encore inachevé aujourd'hui.

1920 : la création de la commission interministérielle de l'Immigration

Après les saignées de la Grande Guerre, la main-d'oeuvre étrangère s'avère indispensable pour développer l'appareil industriel. Une politique de recrutement et d'accueil est mise en place, tant par l'Etat que par le patronat.

1924 : la création de la Compagnie française des pétroles

De la Compagnie française des pétroles (CFP) à Total et Elf, ou comment la France va se doter d'une industrie nationale du pétrole, contrôlée par l'Etat jusqu'en 1992.

1928-1958 : du franc Poincaré au "nouveau franc"

L'énorme création monétaire suite à la Grande Guerre provoque inflation et chute de la monnaie dès la fin de 1918. La crise financière est là.

1936 : les réformes du Front populaire

Les 40 heures et les congés payés ne sont que la partie émergée d'une politique de relance modérée qui se heurte à l'absence de consensus social.

1940-1944 : la collaboration économique sous Vichy : un patronat consentant

La plupart des patrons ont cherché à réaliser de bonnes affaires avec l'Allemagne nazie, se retranchant facilement derrière la contrainte subie.

1944-1972 : la grande transformation

1944-1972 : la grande transformation

1944-1946 : la naissance de l'Etat social

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, des systèmes de protection sociale se mettent en place partout en Europe, chacun avec sa spécificité. Le modèle français, lui, est caractérisé par la place centrale de l'Etat.

1944 : l'égalité civique des femmes

Le droit de vote n'est accordé aux Françaises que le 21 avril 1944. Et la route sera encore longue vers l'égalité, au niveau politique comme au travail.

1946-1958 : la IV^e République, l'acte I des Trente Glorieuses

Décriée pour son instabilité politique et sa gestion dramatique de la décolonisation en Indochine puis en Algérie, la période 1946-1958 n'en n'est pas moins celle de l'essor de la prospérité des Trente Glorieuses.

1946 : la loi sur le fermage et le métayage

Le 17 octobre 1946, une loi garantit aux fermiers et aux métayers la pérennité de leur exploitation.

1947 : la productivité au poste de commande

A la Libération, la France doit retrouver et dépasser sa production d'avant-guerre, mais surtout accroître fortement la productivité. Voilà le maître mot d'une période où se profile, après une phase de relatif protectionnisme dans les années 1950, l'intégration des économies occidentales dans une économie mondiale dominée par les Etats-Unis.

1950 : création du salaire minimum

Du Smig au Smic, histoire d'une garantie nécessaire qui n'a empêché ni la croissance de l'emploi ni les inégalités.

1954 : l'appel de l'abbé Pierre

Au moment où l'abbé Pierre lance son appel en faveur des sans-logis, lors de l'hiver 1954, des millions de personnes vivent dans des taudis ou des logements insalubres. Soixante ans après, la question du logement demeure critique.

1957 : le traité de Rome et l'engrenage économique

Le traité de Rome trace la voie d'un modèle européen de capitalisme régulé par des politiques communes. Un traité à l'esprit politique et à la lettre économique.

1962 : le lancement de la PAC

Prévue par le traité de Rome, la politique agricole commune institue à l'intérieur des frontières communautaires la libre circulation des produits agricoles et fixe des prix garantis pour les principaux d'entre eux, ainsi qu'une solide protection douanière vis-à-vis de l'extérieur.

1968 : Mai 68, un grand bonheur

Mai 68 a sonné comme l'indispensable révolte d'une société en pleine évolution, mais dont les cadres culturels et politiques étaient restés figés. Une grande aspiration à vivre, à débattre et à secouer le monde pour réveiller l'avenir.

1969 : Airbus prend son envol

Success story européenne, Airbus illustre la réussite de l'alliance entre une intervention étatique forte et la dynamique du secteur privé.

Introduction

Le rayonnement de la France au début du XXe siècle



« La France d'avant l'orage de la guerre mondiale, se construit avec la passion nationale. Électrique, l'atmosphère politique et sociale de la Belle Époque l'est également. Politiquement close en 1899, l'affaire Dreyfus l'est juridiquement en 1906, mais elle a provoqué une profonde redistribution, voire une fixation durable des comportements idéologiques et des doctrines au tournant du siècle. »

Le tournant du XX^e siècle est connu, en France, sous l'appellation de « Belle Époque ». Si le pays n'est pas exempt de fragilités, il est aux yeux du monde, une grande puissance politique, coloniale et industrielle, à la pointe du progrès scientifique et technologique.

Comment peut-on définir la Belle Époque ?

L'expression « Belle Époque » n'est due ni à un écrivain ni à un journaliste ; elle apparaît spontanément dès 1919 « "par tous noyaux pensants, (l'Europe) a senti qu'elle ne se reconnaissait plus, qu'elle avait cessé de se ressembler" (Paul Valéry, la Crise de l'esprit, 1919). » En tant qu'expression, « Belle Époque » en dit sur les représentations que se font alors les français de leur passé immédiat et de leurs peurs présentes instabilité économique, crise idéologique, incertitude politique« La Belle Époque exprime la réaction passéiste aux horreurs du premier conflit mondial. »

En fait, ce terme décrit plutôt l'atmosphère générale de bien-être qui caractérise la société d'alors et correspond à l'idéal culturel de curiosité et de recherches novatrices. Cette expression a été inventée par les français des années 1920 pour qualifier avec un soupçon de nostalgie la période d'une vingtaine d'années qui précède la grande guerre 1914- 1918 « "La Belle Époque" est un âge d'or précédant le carnage; que de la réalité vécue par les contemporaines des années 1895- 1914. »

Cette période qui représente une vie sociale brillante en France, révèle une conception statique de la société et de ses valeurs.

\

Le rayonnement politique de la Belle Époque

La France du début du XX^e siècle est le pays créateur, prospère et puissant que l'on décrit en se retournant vers le passé, après l'épreuve de la première guerre mondiale. Parmi cette recherche nous essayons de savoir si la vocation concerne les années 1900 sur les quelles constituent-elles véritablement l'apogée de la France contemporaine ?

La France est un pays puissant qui bénéficie encore de la grande époque révolutionnaire et napoléonienne, sur le plan des rapports avec les autres pays.

Napoléon III en particulier a voulu diffuser les principes de liberté, égalité et fraternité contre les régimes autoritaires allemands.

Au XIXe siècle, avec Napoléon III, la France reste dans la tradition de la Grande Nation pour « défendre les droits des peuples contre l'oppression monarchique ». C'est un pays libéral et démocratique, mais avec un cadre monarchique. Le monarque représente l'Etat et la Nation.

Au XIXe siècle, les caractéristiques du régime République commencent à reconstruire : le processus fut d'autant plus long que la République a été proclamée le 4 septembre 1870, et le pays fut gouverné pendant 5 ans par des institutions provisoires.

Entre janvier et juillet 1875, trois lois constitutionnelles remplacent une constitution pour définir le fonctionnement du régime.

- régime démocratique : Suffrage universel masculin permet d'élire la Chambre des Députés en une Assemblée Nationale, élisent le président de la république.

- régime parlementaire : responsabilité du gouvernement devant le Parlement.

- députés : élus pour 4 ans, ils peuvent être de couleurs politiques différentes.

En effet, ce régime est en réalité un compromis entre des républicains et des monarchistes qui pensaient pouvoir réinstaurer la monarchie.

En 1900, le régime est l'IIIème République, mais est-ce que la population s'épanouit dans ce cadre politique? La République a été proclamée mais pas admise d'emblée par tout le monde, certaines forces politiques ne souhaitaient pas un régime démocratique et libéral, mais une restauration de la monarchie « La France reste assez archaïque pour la moitié de la population qui vit dans les campagnes, et dans les villes la classe ouvrière est défavorisée quant aux conditions de vie et de travail. »

L'atmosphère politique et sociale de la Belle Époque est également évoluée avec la passion nationale. Politiquement en 1899, l'affaire Dreyfus a provoqué une profonde redistribution, voire une fixation durable des comportements idéologiques et des doctrines au tournant du siècle : deux France se trouvent clairement face à face, et pour longtemps.

À droite, l'affaire marque l'acte de naissance d'un parti nationaliste, autour des ligues et de l'Action française (créée en 1899). À gauche, des regroupements s'opèrent également, concrétisés par la création de deux grands partis : le Parti républicain radical et radical-socialiste (1901). Dénonçant l'« alliance du sabre et du goupillon », le Bloc des gauches vote les lois sur les associations et sur la séparation des Églises et de l'État en 1905.

Lutte contre le « parti noir » à gauche, antisémitisme à droite. Pour des patriotes et des catholiques, la culpabilité ne fait pas les antimilitaristes de gauche. Cette vérité a été excités par Emile Zola dans son manifeste **J'accuse**, article au travers de son engagement et en raison des résultats obtenus, représente le symbole de l'éloquence oratoire et du pouvoir de la presse mis au service de la défense d'un homme et de la vérité.

Il poursuive son combat pour la justice et la liberté. Dès le début de l'affaire Dreyfus, il s'associe à la compagne de Zola pour la révision du procès, poussé par la passion de la justice et de la vérité qui se voilait sous son ironie, *"il se mêlera de plus en plus aux Luites politiques, prêtant son appui aux socialistes et surtout de son éloquence l'action républicaine et séparation des Églises et de l'État."*

La vie sociale de Belle Epoque :

Socialement, les rapports d'influence réciproque entre la vie sociale et le développement politique avaient été assez serrés avec les découvertes et les inventions qui résultent le progrès de cette époque.

Les quatorze premières années du siècle sont caractérisées par un optimisme qui masque les menaces de plus en plus précises de conflit. Développement, industrialisation, voyages, cosmopolitisme, sont les mots clés d'une période où les classes favorisées s'étourdissent de luxe, tandis que le progrès laisse espérer à tous un bonheur partagé.

- Le voyage est son thème dominant et elle intègre volontiers des éléments de découvertes scientifiques récentes en se tournant vers la science-fiction.

- L'école laïque, gratuite et obligatoire (loi J. Ferry de 1883) va effacer les spécificités locales et régionales. Les cultures locales vont régresser malgré des mouvements de résistance (Bretagne, Provence).

Les cultures rurales traditionnelles seront remplacées par la lecture de la bonne presse.

- Pierre de Coubertin et sa mission de restaurer les célèbres Jeux antiques, est également dans une relative discrétion que ce baron fonde à la Sorbonne le comité international olympique. D'ailleurs, des personnes distinguées s'essayent aux joies du vélo, et de son rejeton, la bicyclette. Dans un tableau complet des provinces françaises, on célèbre le sentiment national, la famille, la terre et la pureté campagnarde mais on approuve en même temps le progrès industriel, l'effort individuel, la hiérarchie et l'obéissance sociale.

Une époque de progrès

La progression économique

Les deux capitales qui illustrent le mieux de la « Belle Époque », par sa foi dans le progrès et son amour de la vie, sont Paris et Vienne. Toutes deux ont été humiliées une génération plus tôt par des explorations magnifiques surtout en économie.

L'économie française connaît, depuis la défaite de 1871, un remarquable progrès avec :

Les avantages sociaux que les classes défavorisées obtiennent grâce à l'action des syndicats (journée de huit heures pour les mineurs, création de retraites ouvrières), ce qui frappe, pendant les années qui précèdent la guerre, ce sont les images brillantes et frivoles de la vie mondaine.

L'augmentation des salaires d'environ 60 p. 100, avec des nuances selon les secteurs et les régions, même le revenu paysan, augmenta aussi.

L'acte de naissance de l'aviation Clément Ader qui fait un saut de puce à bord d'une machine à moteur. Et un autre ingénieur français Louis Blériot, moins de vingt ans plus tard, traverse la Manche en avion, démontrant l'utilité de ce drôle d'engin.

La production de charbon (principale source d'énergie alors) passa de 17 à 40 millions de tonnes entre 1871 et 1914.

Le phénomène le plus marquant dans la genèse du mythe de la Belle Époque est la stabilité monétaire, la valeur de franc étant inchangée de 1815 à 1914.

Dans le sillage de la révolution industrielle, les débuts du siècle sont marqués par un développement intense des techniques :

Multiplication des réseaux de voies ferrées à travers l'Europe, création de train de luxe comme l'Orient- Express. La première ligne de métro est inaugurée au moment de l'exposition universelle de 1900. C'est en 1911 que se font les premiers essais de locomotives électriques. Le domaine de l'aéronautique est en pleine expansion.

La progression technologique et scientifique :

Certes, à la Belle Époque les choses vont beaucoup mieux qu'au XIXe siècle. Paris, la "ville lumière", exerce une influence mondiale, car la capitale est à la pointe de la technologie. Dans tous les domaines, l'exploration du temps n'a cessé d'être confrontée à l'immensurable et au souci d'archiver les expéditions interplanétaires, les technologies permettant de remonter le temps (géologique, biologique) et de mettre en crise le concept d'«origine», les technologies permettant de réinventer le temps (par la photographie, la cinématographie, la vidéographie ; par la simulation en laboratoire, la construction d'accélérateurs).

"Cependant les inventions destinées à améliorer leurs conditions de vie se développent : l'aéroplane, le métropolitain, l'électricité, le radium."

L'année précédente de 1889, Louis Pasteur, fort de sa popularité, a pu collecter assez d'argent pour fonder l'Institut qui porte son nom, le premier centre de recherche scientifique.

La progression architecturale

Depuis le milieu du XIX^e siècle, les Expositions Universelles, organisées par les grandes puissances industrielles, sont les vitrines du savoir-faire des nations. Véritables manifestes de la foi de l'époque dans les progrès de la science et des techniques, elles sont aussi une arme de propagande aux mains des pays organisateurs, qui en tirent un prestige considérable.

En 1900, la III^e République triomphante organise sa troisième Exposition Universelle. La République française entre dans son Âge d'Or avec l'Exposition universelle de 1889, qui célèbre le centenaire de la Révolution et se signale par l'érection de la TOUR EIFFEL, plus haute tour jamais encore construite et chef d'œuvre de l'atelier de Gustave Eiffel.

Le Petit et le Grand Palais ont été construits en 1900 à cette occasion, pour accueillir les 83,000 exposants et 50 millions de visiteurs du monde. Dès 1919, VALÉRY lançait le cri d'alarme :

"Nous autres civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles."



Tableau de Georges Garet peint en 1889, intitulé Embrasement de la tour Eiffel pendant l'Exposition universelle de 1889.

Le rayonnement culturel de la Belle Époque :

La France est souvent vue comme le centre des arts et des lettres. Le Tout-Paris des écrivains, des artistes et des comédiens qui dîne chez Maxim's, se promène au Bois et roule en automobile. En ce lundi 1er janvier 1900, tout le monde, les viveurs, et les ouvriers parisiens, chantent dans les caf'conc's. Leur lieu de prédilection est Montmartre, ses cabarets et ses bals où l'on écoute les chansons des anarchistes Aristide Bruant et Jehan-Rictus ; leur star est Goulue, immortalisée par Toulouse Lautrec :

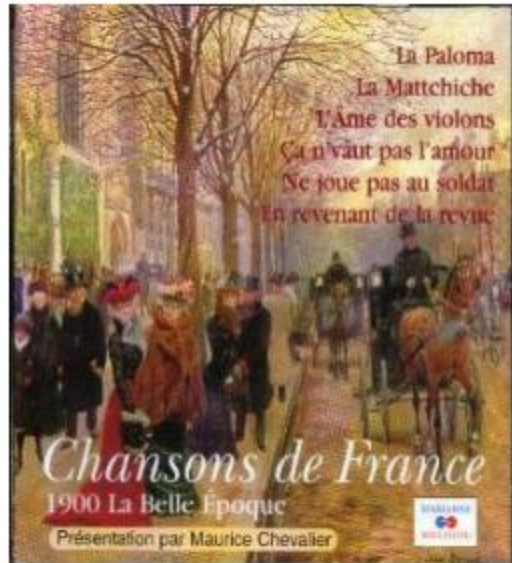
"L'expression « Belle époque » s'explique par les fêtes et les divertissements."

L'histoire de l'art au XXe siècle est marqué par la révolution, beaucoup plus radicale que d'autre, bouleverse l'art des sons : une musique « concrète » en dépit de son nom, semble bien être la sœur de la peinture et de la sculpture abstraites. La peinture : En peinture, le nouveau siècle est d'abord fauviste (Salon d'automne de 1905). Exaltant la sensation, les « Fauves » réagissent à la fois contre les taches de couleur juxtaposées des impressionnistes et contre le dessin figolé des académistes ; ils négligent le détail et appuient les contours comme chez Monet, Manet, Picasso, Matisse, Dufy, Derain, etc.

À partir de 1907, une tendance nouvelle s'oppose au fauvisme et à l'expressionnisme : le cubisme inscrit les objets dans des volumes géométriques, appliquant ainsi à la réalité des cadres intellectuels comme chez Pablo PICASSO, parmi les cubistes « orphique » ; tant il est vrai que l'on ne saurait isoler ces diverses tendances.

La sculpture : L'élaboration de volumes autonomes suggère une poésie pure des rapports entre le plein et le vide, entre l'immobilité et le mouvement. D'ordinaire, la sculpture abstraite refuse toute « superstition » du matériau « noble » (marbre ou bronze) et pense étendre ainsi le champ de ses possibilités. Cet art a composé des mélodies sur des poèmes d'Apollinaire, Cocteau, Max Jacob....

La musique : Jusque 1860, cet art comprend surtout la chanson (Béranger), elle améliore petit à petit la littérature de tous ces couleurs. Toute une frange de la société, aisée et désœuvrée, fréquente les « lieux de plaisir » que sont les casinos des villes touristiques (Vienne, Venise, Monte-Carlo ...). Les palaces les cabarets, les music-halls, les théâtres connaissent un grand succès, notamment à Paris, qui voit naître les premières salles de cinéma : comme les films de Méliès.



Le cinéma :

Utilisant la technique mise au point par Louis LUMIÈRE en (1895), Georges MÉLIÈS tourne ses premiers films à partir de 1897. Avant 1914, d'autres metteurs en scène commencent à se signaler : Max LINDER, Abel GANCE, Léonce PERRET, entre autres. Tandis que le succès de Charlie CHAPLIN se répand en France (ses premières bandes datent de 1915).

Le cinéma participe au mouvement surréaliste. Mais vers le même temps, la sonorisation menace d'en faire un théâtre filmé ; il saura pourtant surmonter cette crise et tirer des effets heureux des correspondances entre la musique et les images. Cependant un René CLAIRE montrera toujours, dans ses films « parlants », une discrète tendresse pour « le muet ».

Le cinéma exerce à son tour son influence sur le roman qui s'inspire parfois de l'optique, du découpage, des séquences cinématographiques. Et surtout, il accède à une poésie autonome. Il a pu rivaliser avec la peinture, comme en témoignent *La Kermesse héroïque* de Jacques Feyder, et, avec l'appoint de la couleur, *Le Fleuve* de Jean Renoir, fils du grand peintre.

Sous ces apparentes frivolités, la culture et surtout en littérature sont des choses sociaux-politiques. On retrouve dans la littérature populaire les doctrines politiques en expansion : La littérature populaire reste donc destinée à adapter ses lecteurs à la culture dominante en leur délayant les modèles de l'idéologie bourgeoise en y ajoutant, une forte dose de moralisme.

La littérature avant 1914



"A première vue, la littérature d'avant 1914 nous semble, comme le « modern style », périmée ou tributaire du XIX^e siècle."

"Une nouvelle œuvre s'élabore au cours du XX^e siècle. La littérature donne à lire ses repentirs, attentive à la texture de ses traits, des corrections, des reprises. Œuvre en devenir, elle est vouée aux formes contraires de la transmission et de l'inéchangeable : au passage et à la résistance."

Les manifestes littéraires de la Belle époque: 1886-1914

Le temps des présages

À l'aube du XX^e siècle, la société bourgeoise vit sa "Belle Époque" et célèbre la gloire d'écrivains moralistes, garants de l'ordre, savoure des œuvres de stéréotypes et de divertissement brillant. Les bouleversements qui vont affecter les genres littéraires seront la conséquence de la profonde scission que la guerre imprimera dans l'évolution des goûts et des mœurs. De la 1900 à 1914, le XIX^e siècle se prolonge, tandis que le XX^e siècle reste à l'état de présages.

Les exigences d'un texte attentif qui constituent l'interne des avantages avec la production de ses effets sont la suivante : postuler que la littérature est toujours en attente à donner la réflexion et les moyens de prendre en compte la solidarité qui articule l'essence de l'intelligence des fonctionnements de l'écriture. La littérature relève des principaux rapports de travail avec elle-même. En cours d'opérations, elle entretient de façon essentielle pour ce qui est de son impact-prise, reprises, traces, mémoire, empreintes dans le monde. Autrement dit, que la littérature est une expérience exigeante du dedans et dehors, qu'elle est exploration des limites, de seuils, des passages et renversement à chaque ligne, chaque mot.

"La littérature, c'est l'art et la manière de pratiquer la frontière. D'écrire l'être-à toute extrémité. Portrait de l'écrivain en frontalier."

Cela permet, la conception de la littérature d'un étroit rapport de déterminisme à l'époque, de faire apparaître des processus d'évolution mais aussi d'évolution, des progressions mais aussi des régressions, des périodes de diffusion et de gestion culturelle ou de vulgarisation. En particulier, il appert que les avancées esthétiques sont au XX^e siècle, parfois plus grandes au début du siècle que vers la fin ; il semble bien que l'histoire des formes littéraires enregistre moins de percées depuis les années quatre-vingt.

La littérature est le miroir de la société

Les rapports que littérature et société forcément entretiennent, se situent dans le différentiel des scènes ; et c'est dans cet espace qui n'oblité plus les différences, mais les prend en compte et les fait jouer, que les dépôts et techniques de l'art, la vie des formes, l'événement des œuvres, les transformations du goût et des conditions de réception adviennent :

- De 1860 à 1914, la multiplication des journaux permet d'atteindre plusieurs types de public. L'image devient une composante usuelle de la culture, la photographie devient plus familière. La littérature qui se développe est une littérature d'évasion.

- La littérature est de plus en plus un commerce. La pauvreté créatrice est souvent dissimulée par la fabrication d'« événements littéraires » : publicité, vedettariat, multiplication des Prix, exploitation rapide des succès, etc.

Le renouvellement est assuré par des groupes limités. La plupart des auteurs continuent à écrire selon l'esthétique particulière. On peut supposer que tous les français sont un public qui n'est plus homogène :

"l'impression d'abondance que donne la littérature n'est donc que la multiplication du nombre des auteurs destinés à satisfaire les goûts de ce public diversifié, et non le symptôme d'une richesse d'invention"

Ce qui s'accroît surtout, c'est une littérature de divertissement pour un public de culture moyenne, littérature dont l'importance sociologique est peut-être plus grande que les préoccupations esthétiques.

Origines et histoire de la Laïcité

De 1789 à 2004 : les six textes qui ont fondé la laïcité Les dates-clés de la laïcité en France

Un souverain de droit divin

Depuis le baptême de Clovis vers 500 et la fin de la monarchie absolue en 1792, le pouvoir spirituel est lié à celui du roi. De « droit divin », le souverain reçoit directement son autorité de Dieu. Dans ce contexte, le terme « laïcité » n'a pas du tout le même sens qu'aujourd'hui. « Laïcité » vient du latin *laicius* et désigne tout simplement un individu qui n'est pas un homme d'église.

Sous l'Ancien Régime (entre le XVe et le XVIIIe siècle), le catholicisme est le seul culte autorisé dans le royaume de France. Mais au XVIe siècle, le pays est secoué par des guerres de religion (huit conflits entre catholiques et protestants de 1562 à 1598). Apogée de ce conflit : le massacre de la Saint-Barthélemy, pendant la nuit du 24 août 1572, se traduit par la mort de milliers de protestants à Paris.

1598 : l'édit de Nantes instaure l'idée de tolérance

En 1598, l'édit de Nantes, décidé par Henri IV – un protestant converti au catholicisme – accorde une tolérance aux protestants : « Avons permis et permettons à ceux de ladite religion prétendue réformée de vivre et demeurer par toutes les villes et lieux de notre royaume et pays de notre obéissance sans être enquis [poursuivis], vexés, molestés, ni astreints à faire chose pour le fait de la religion contre leur conscience. » Elle reste toutefois limitée : les protestants sont par exemple tenus de respecter les fêtes catholiques et de ne pas travailler ces jours-là, le culte reste interdit dans plusieurs villes du royaume. C'est un premier pas vers une coexistence pacifique sans changer le caractère profondément catholique du pouvoir politique.

En 1685, le roi Louis XIV abroge le texte : le culte protestant est de nouveau interdit. Le roi souhaite ainsi consolider son pouvoir, absolu et de droit divin, et obtenir les faveurs du pape Innocent XI.

1789 : la liberté de conscience

L'idée que chacun puisse « aller au ciel par le chemin qui plaît » comme l'écrivait Voltaire, se diffuse au cours du XVIIIe siècle.

Traité sur la tolérance, de Voltaire

En 1787, Louis XVI signe l'édit de tolérance : les protestants peuvent enregistrer mariages, naissances et décès auprès d'une institution civile. En revanche, les charges officielles et l'enseignement leur restent interdits. Il faut attendre la Révolution pour qu'ils obtiennent l'égalité devant la loi.

En 1789, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen insiste sur la tolérance religieuse. Le terme « laïcité » n'est pas encore mentionné.

1789 : la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen

Au XIXe siècle : des curés salariés de l'État

Le 12 juillet 1790, à Paris, l'Assemblée constituante adopte la Constitution civile du clergé. Les clercs deviennent salariés de l'État et sont invités à prêter serment à la Nation. Ceux qui refusent sont privés de lieu de culte. Après la chute de la monarchie le 10 août 1792, la Convention nationale (l'assemblée qui proclamera la Ière République) inaugure une politique de déchristianisation de la société avec notamment l'instauration du mariage civil et l'autorisation du divorce (30 août 1792), mais aussi des décisions plus radicales : fermeture des lieux de culte (23 septembre 1792), calendrier de fêtes républicaines remplaçant les fêtes religieuses (7 mai 1794), etc. Le 21 février 1795, elle décrète la séparation des Églises et de l'État, qui assure la liberté religieuse, mais abandonne l'idée de salarier les cultes. Dans un régime instable, ces lois ravivent les tensions religieuses et contribuent à

nourrir un sentiment contre-révolutionnaire, notamment dans l'ouest du pays. Elles ne peuvent être appliquées.

C'est Napoléon Bonaparte qui apportera une solution pérenne. Premier Consul depuis le coup d'état du 18 Brumaire (9 novembre 1799), il négocie avec le pape Pie VII pour établir le Concordat qui redéfinit les rapports entre l'Église et l'État. À partir de 15 juillet 1801, les clercs sont payés par l'État qui reconnaît quatre cultes : protestant réformé, luthérien, israélite et catholique. Ce n'est pas un retour à la situation d'avant 1789 : désormais, le catholicisme n'est plus la religion d'État, mais celle de « la majorité des Français ». (Un encadré sur le Concordat est consultable en fin de page, dans la rubrique Pour aller plus loin.)

La sécularisation progressive de l'éducation : de la loi Falloux aux lois Ferry

À partir de 1814, le pouvoir royal est restauré. Louis XVIII (1814-1824), Charles X (1824-1830), puis Louis-Philippe (1830-1848) ne modifient guère les dispositions du Concordat.

La question religieuse se déplace sur le terrain de l'école. En 1850, sous la II^e République, l'école est gérée à la fois par l'État... et par l'Église ! Le ministre de l'instruction publique Alfred de Falloux autorise les congrégations religieuses à ouvrir des établissements secondaires, en plus des établissements primaires qu'elles géraient jusque-là. Plus encore : plusieurs représentants religieux siègent au Conseil supérieur de l'instruction publique, qui contrôle les établissements publics. En revanche, ceux de la III^e République, instaurée en 1870, s'inquiètent de l'influence du pape Pie IX. En 1864, ce dernier publie le *Syllabus*, texte qui dénonce « les principales erreurs » de « la civilisation moderne ». Selon le souverain pontife, cette « civilisation moderne » met en cause le pouvoir de l'Église en affirmant notamment que « l'Église doit être séparée de l'État et l'État, séparé de l'Église (article 55) ».

En réaction, le député Léon Gambetta annonce la couleur en 1877 : « Le cléricalisme ? Voilà l'ennemi ! ». Avec une série de lois votées en 1881 et 1882, le ministre de l'Instruction publique Jules Ferry rend l'école primaire

obligatoire, gratuite et laïque. Désormais, l'enseignement religieux est exclu de l'école publique, remplacé par « l'instruction morale et civique ».

27 novembre 1883 : la lettre aux instituteurs de Jules Ferry

L'instruction religieuse appartient aux familles et à l'Église ; l'instruction morale, à l'école. Le législateur n'a donc pas entendu faire une œuvre purement négative. Sans doute il a eu pour premier objet de séparer l'école de l'Église, d'assurer la liberté de conscience et des maîtres et des élèves, de distinguer enfin deux domaines trop longtemps confondus : celui des croyances, qui sont personnelles, libres et variables, et celui des connaissances, qui sont communes et indispensables à tous, de l'aveu de tous.(...) En vous dispensant de l'enseignement religieux, on n'a pas songé à vous décharger de l'enseignement moral ; c'eût été vous enlever ce qui fait la dignité de votre profession. Au contraire, il a paru tout naturel que l'instituteur, en même temps qu'il apprend aux enfants à lire et à écrire, leur enseigne aussi ces règles élémentaires de la vie morale qui ne sont pas moins universellement acceptées que celles du langage ou du calcul. (...) Au moment de proposer aux élèves un précepte, une maxime quelconque, demandez-vous s'il se trouve à votre connaissance un seul honnête homme qui puisse être froissé de ce que vous allez dire. Demandez-vous si un père de famille, je dis un seul, présent à votre classe et vous écoutant, pourrait de bonne foi refuser son assentiment à ce qu'il vous entendrait dire. Si oui, abstenez-vous de le dire ; sinon, parlez hardiment : car ce que vous allez communiquer à l'enfant, ce n'est pas votre propre sagesse ; c'est la sagesse du genre humain, c'est une de ces idées d'ordre universel que plusieurs siècles de civilisation ont fait entrer dans le patrimoine de l'humanité.

Décryptage : Le ministre Ferry définit ainsi le principe d'un enseignement moral empreint de neutralité. Une « neutralité sereine » selon le professeur de philosophie Guy Haarscher, auteur de *La Laïcité* (Presses universitaires de France, 1996) : l'enseignement se veut laïque sans pour autant nier l'existence de Dieu. Les instructions officielles évoquent d'ailleurs les « devoirs envers Dieu » dans les cours de morale aux élèves : « L'instituteur (...) leur apprend à ne pas prononcer légèrement le nom de Dieu (...) et il habitue chacun d'eux à environner du même respect cette notion de Dieu alors même qu'elle se présenterait à lui sous des formes différentes de celles de sa propre religion. » C'est ici la liberté de pensée sans contrainte et de manière autonome qui est promue. Quant au catéchisme, un jour est spécialement consacré pour son enseignement – le jeudi –, mais il doit avoir lieu en dehors de l'école.

Vers la séparation

Durant la décennie 1880, la III^e République continue la laïcisation de l'espace et du temps publics : suppression du repos dominical obligatoire (1880), retrait des emblèmes religieux des tribunaux (1881), rétablissement du divorce (1884) qui avait été interdit en 1816, suppression des prières à la Chambre des députés (1884), etc. Ces dispositions finissent par être acceptées par les clercs, notamment grâce au pape Léon XIII qui, en 1892, appelle les catholiques à accepter les lois de la République française. Mais en 1898, l'Affaire Dreyfus – l'accusation d'un officier français juif de haute trahison sur fond d'antisémitisme – relance les passions entre la France républicaine et les milieux catholiques. Ces derniers se rangent majoritairement dans le camp des antidreyfusards, par antisémitisme, par conservatisme ou par attachement à l'armée.

La querelle religieuse est rouverte. On fustige d'un côté l'influence « des Juifs et des francs-maçons » ; de l'autre, le complot de « l'hydre jésuite ». Les républicains veulent faire porter la responsabilité de l'agitation aux ordres religieux. En 1904, la loi Combes interdit toute activité d'enseignement aux congrégations religieuses. Puis, la même année, la visite du président de la République Émile Loubet à Rome, territoire alors revendiqué par le Vatican depuis son annexion par le jeune royaume d'Italie, est perçue comme une provocation par le pape Pie X, qui proteste. En mai 1904, la France rappelle son ambassadeur près le Saint-Siège. C'est la fin des relations diplomatiques entre la France et le Vatican. Dans ce contexte d'un pouvoir anticlérical, le débat s'ouvre sur la séparation des Églises et de l'État.

1905 : La France devient une république laïque

À partir du 21 mars 1905, un projet de loi de séparation des Églises et de l'État est porté à la Chambre par le député socialiste Aristide Briand. Pour les plus à droite, cette loi s'apparente à une persécution de l'Église. Pour les plus à gauche, la séparation doit avoir pour but d'affaiblir l'Église,

notamment en lui retirant la jouissance de tous les lieux de culte, en supprimant les jours fériés religieux ou encore en interdisant la soutane dans les lieux public. Au centre, Briand veut concilier l'impératif de liberté religieuse et la neutralité de l'État. Il convainc les plus intransigeants à se modérer : « Vous voulez une loi qui soit braquée sur l'Église comme un revolver ? Ah vous serez bien avancés. Et si l'Église ne l'accepte pas, votre loi ? »

Il s'agit de séculariser la société, non de la déchristianiser. C'est cette ligne qui l'emporte. L'État cesse de subventionner l'Église qui pourra cependant continuer à utiliser les lieux de cultes existants. La loi est promulguée le 9 décembre 1905.

9 décembre 1905 : loi concernant la séparation des Églises et de l'Etat

Article 1 : La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.

Article 2 : La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, à partir du 1er janvier qui suivra la promulgation de la présente loi, seront supprimées des budgets de l'Etat, des départements et des communes, toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes.

Pourront toutefois être inscrites auxdits budgets les dépenses relatives à des services d'aumônerie et destinées à assurer le libre exercice des cultes dans les établissements publics tels que lycées, collèges, écoles, hospices, asiles et prisons.

Article 35-1 : Il est interdit de tenir des réunions politiques dans les locaux servant habituellement à l'exercice d'un culte ou dans leurs dépendances qui en constituent un accessoire indissociable. Il est également interdit d'y afficher, d'y distribuer ou d'y diffuser de la propagande électorale, que ce soit celle d'un candidat ou d'un élu.

Décryptage : Désormais, la République assure le libre exercice des cultes et « la liberté de conscience », mais « ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte » (neutralité religieuse de l'État). Cette loi libérale et équilibrée est saluée par l'écrivain catholique Charles Péguy, pourtant très opposé aux

politiques « laïcistes » d'Émile Combes. Dans *Notre Patrie*, il décrit la loi comme « opérée dans un esprit républicain » et la qualifie de « programme sérieux de liberté mutuelle organisée ». En l'occurrence, il s'agit de la liberté de chacun à croire ou ne pas croire.

La France : la IV^{ème} République

Fondée dans la période difficile de la reconstruction d'après-guerre, la IV^e République connaît une histoire politique mouvementée, marquée par une grande instabilité gouvernementale et les problèmes coloniaux. Elle voit cependant la modernisation de la France et la naissance de l'Europe communautaire.

Définitions

Investiture : Acte par lequel l'Assemblée charge officiellement le président du Conseil de la conduite du gouvernement.

Président du Conseil : C'est le nom donné au Premier ministre sous les III^e et IV^e Républiques.

Référendum : Vote par oui ou par non à propos d'une mesure proposée par le pouvoir exécutif.

Scrutin proportionnel : Scrutin à un tour qui répartit les postes à pourvoir en proportion des suffrages exprimés pour chaque liste ; il favorise donc les petits partis.

Personnage clé

Pierre Mendès France (1907-1982) : ancien résistant, homme politique de gauche, il est président du Conseil de juin 1954 à février 1955. Il signe les accords de Genève qui terminent la guerre d'Indochine, et organise les négociations menant à l'indépendance du Maroc et de la Tunisie. Mais il s'oppose à l'indépendance de l'Algérie.

1. La mise en place de la IV^e République (1944-1946)

A. Les grandes réformes de l'après-guerre (1944-1946)

En 1944-1945, la France se trouve très affaiblie par la guerre et ses destructions. Le manque de ravitaillement entraîne la pénurie et l'inflation. Le rationnement continue. La reconstruction s'annonce difficile.

Le Gouvernement provisoire de la République française le GPRF, dirigé par le général de Gaulle, entreprend des réformes :

- D'importantes nationalisations ont lieu dans les secteurs clés de l'économie : transports, production et distribution d'énergie, banques.
- Une planification souple est prévue pour fixer les objectifs économiques.
- La Sécurité sociale est mise en place.

Ainsi l'intervention de l'État dans l'économie devient primordiale.

B. Une nouvelle constitution (octobre 1946)

La Constitution d'octobre 1946 : un régime parlementaire où le législatif pèse sur l'exécutif.

Les élections d'octobre 1945, qui voient le premier vote des femmes, montrent le rejet de la III^e République. Plusieurs projets de constitution s'obtiennent dès janvier 1946. Une première constitution est refusée par référendum.

Une deuxième version, approuvée en octobre 1946, établit un régime parlementaire. Le président de la République n'a que peu de pouvoirs. Le président du Conseil doit obtenir l'investiture puis la confiance de l'Assemblée nationale en rassemblant derrière lui une majorité de voix. Or le scrutin proportionnel, en multipliant les partis, rend fragile toute majorité dans cette Assemblée. Le régime s'annonce très instable.

2. Les difficultés et les échecs (1947-1958)

A. L'instabilité ministérielle

Cette instabilité ministérielle est la principale caractéristique de la IV^e République. Du « tripartisme » à la « Troisième Force », les partis politiques tentent de s'unir pour pouvoir gouverner.

Plus de 22 gouvernements se sont succédé de 1947 à 1958. Les premiers sont formés des trois grands partis de la Libération :

- Le MRP, Mouvement républicain populaire.
- La SFIO, Section française de l'Internationale ouvrière (socialistes).
- Le Parti communiste.

C'est le tripartisme jusqu'en mai 1947, date à laquelle les ministres communistes, en désaccord avec le reste du gouvernement, sont renvoyés.

Désormais, les gouvernements doivent faire face à deux oppositions :

- Celle du général de Gaulle, qui a fondé le RPF – Rassemblement du peuple français,
- Celle du Parti communiste, qui organise des grèves violentes.

Privées du soutien de ces deux forces, les autres tendances, rassemblées dans la « Troisième Force », tentent de gouverner, malgré des divisions sur la question scolaire ou sur la décolonisation.

Certains gouvernements marquent cette période : celui de Mendès France (juin 1954-février 1955), qui tente de résoudre les problèmes coloniaux, et de Guy Mollet, le plus long (janvier 1956-mai 1957).

B. Les problèmes financiers

Le problème de l'inflation persiste et rend la vie chère. Antoine Pinay, président du Conseil de mars à décembre 1952, mène une politique d'économies budgétaires et limite l'inflation en bloquant les prix; il lance

auprès du public un emprunt qui a un grand succès. Mais l'endettement de la France est relancé par les guerres de décolonisation.

C. La décolonisation et l'échec final

Les problèmes coloniaux vont causer la chute de la IV^e République dont les dirigeants s'opposent à la décolonisation.

De 1946 à 1954, elle mène la guerre d'Indochine qui se termine par un échec. Après avoir accordé leur indépendance au Maroc et à la Tunisie (mars 1956), elle s'enlise dans la guerre d'Algérie (novembre 1954-mars 1962). Ces deux guerres entraînent l'endettement de la France. L'opinion publique française se trouve de plus en plus divisée face au problème algérien, et l'extrême droite nationaliste s'agite.

Face aux difficultés, le général de Gaulle apparaît comme le seul capable de maîtriser la situation. Nommé président du Conseil en juin 1958 avec les pleins pouvoirs, il reçoit de l'Assemblée le droit d'établir une nouvelle constitution : c'est la fin de la IV^e République.

3. L'œuvre de la IV^e République

A. Les progrès économiques et sociaux

Malgré les difficultés politiques, l'œuvre de la IV^e République dans le domaine économique et social est considérable.

L'intervention de l'État est marquée par une planification souple – non obligatoire, fondée sur des plans quinquennaux – en cinq ans.

L'État participe aussi à la modernisation et à l'industrialisation de la France en réalisant de grands équipements : barrages hydro-électriques, ports, routes, et en soutenant l'expansion des secteurs automobile et aéronautique. La croissance économique est forte, surtout dans les régions du Nord et du Nord-Est du pays.

Sur le plan social, d'importantes mesures sont adoptées.

- Amélioration de la Sécurité sociale.
- Augmentation des allocations familiales et des retraites.
- Création en 1950 du SMIG – Salaire minimum interprofessionnel garanti.
- Allongement des congés payés qui sont portés à trois semaines en 1956. Mais les progrès du pouvoir d'achat sont annulés par l'inflation et la crise du logement.

B. La France et le monde

Malgré les difficultés, la France a gardé son rang de moyenne puissance au sein de l'OTAN. Elle participe à la construction européenne.

Ces progrès économiques ont été soutenus par les aides du plan Marshall. Membre permanent au conseil de Sécurité de l'ONU, la France se range du côté de l'alliance américaine et entre à l'OTAN en 1949. Elle participe activement à la création de la Communauté économique européenne et son rôle dans le commerce international s'intensifie. Malgré une certaine perte de prestige due à sa politique coloniale, elle a su garder une influence réelle dans les relations internationales.

La IVe République est connue pour son instabilité gouvernementale, ses problèmes financiers et coloniaux. Mais elle est aussi marquée par la modernisation de la France et son ouverture à l'étranger, notamment à l'Europe.

La Vème République

*« Un des caractères essentiels de la Constitution de la Ve République, c'est qu'elle donne une tête à l'État. »
Charles de Gaulle*

Depuis une cinquantaine d'années, la France s'identifie à la Vème république.

La Cinquième République est un régime politique républicain qui est en vigueur depuis

1958

en France.

Celle-ci a été fondée par le **Général de Gaulle**. Elle ménage un rôle central au **président** de la République. La souveraineté nationale y a été renforcée, et de nouveaux modes de fonctionnement démocratiques ont été mis en place.

Nom	Mandat	Mouvance politique
Charles de Gaulle	1959-1969	Droite
Georges Pompidou	1969-1974	Droite
Valéry Giscard d'Estaing	1974-1981	Droite
François Mitterrand	1981-1995	Gauche
Jacques Chirac	1995-2007	Droite
Nicolas Sarkozy	2007-2012	Droite
François Hollande	2012-2017	Gauche
Emmanuel Macron	2017-actuellement	Centre gauche ou centre droit

La vie politique sous la Vème république



La Cinquième République compte actuellement 8 présidents

1 Georges Pompidou (1969-1974)

Ancien premier ministre de de Gaulle, il **meurt** en fonction (d'un cancer). Sous son mandat a eu lieu le lancement du projet du **TGV**, la création du **SMIC**, celle du ministère de l'environnement et un rapprochement avec les **USA** et **l'URSS**.

Pompidou va poursuivre la politique d'**indépendance nationale** et il va **moderniser** la France en pratiquant la politique industrielle. Il cherche également à donner un nouvel élan à la construction européenne, avec l'entrée du Royaume-Uni en 1973.

2 Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981)

Il est le plus jeune président à se faire élire avant Emmanuel Macron. Il a pour premier ministre **Jacques Chirac**. Plusieurs **avancées** ont lieu durant son mandat :

- Abaissement de la majorité à 18 ans,
- Dépénalisation de l'IVG (avortement) grâce à Simone Veil,
- Création d'un secrétariat à la condition féminine,
- Divorce par consentement mutuel,
- Instauration du collège unique,
- Autonomie accordée aux chaînes TV,
- Création du G7.

Il va chercher à gouverner avec le centre et il va donner une image plus **moderne** de la fonction présidentielle (il joue au foot, va manger chez les français, ...) : il se veut plus proche des français.

VGE et ses gouvernements doivent faire face à des difficultés d'ordre économique et sociale car la France subit les effets du 1er choc pétrolier en **1973** et du 2ème choc pétrolier en **1979**. La France s'enfonce dans la crise et les chômeurs augmentent (en 1974 = 750 000 chômeurs ; en 1981 = 1,5 millions de chômeurs).

En Mai, VGE qui s'était représenté à la présidentielle, perd l'élection face à **Mitterrand**.

3 François Mitterrand (1981-1995)

« L'homme d'Etat se distingue à sa capacité de prendre en compte les terres inconnues, une fois le reste exploré. »

François Mitterrand

Il est le **premier président de gauche de la Vème République**. Il fait voter l'abolition de la peine de mort en **1981** et prend de nombreuses mesures sociales. C'est sous son mandat qu'aura lieu la première **cohabitation** (président de gauche + premier ministre de droite ou l'inverse) avec Jacques Chirac.

Il engage la France dans la guerre du Golfe en **1990** et signe le Traité de Maastricht (Union Européenne). La retraite passe à 60 ans. Il est le seul à avoir fait 2 septennats complets. Il meurt en **1996** d'un cancer.

4 Jacques Chirac (1995-2007)

Il bat Lionel Jospin à l'élection de 1995. Sous son mandat, il y aura une réforme des retraites et de la sécurité sociale très contestée et en partie abandonnée. Il va aussi faire une **cohabitation** avec Lionel Jospin et faire passer le **quinquennat** à la place du septennat présidentiel.

Une autre mesure majeure est la reconnaissance de la **responsabilité de la France dans la déportation massive des Juifs** durant l'occupation. On se souvient également de sa victoire écrasante face à Jean-Marie Le Pen en 2002 et l'opposition à la guerre d'Irak lancée par Bush.

Il fait un AVC en 2005 mais termine son mandat. A noter que son deuxième mandat ne fait que 5 ans car la loi a changé entre-temps, comme nous l'avons dit. Il meurt en **2019**.

On lui doit aussi cette **citation** célèbre :

Le Français est un critique par essence, c'est un de ses charmes...

5 Nicolas Sarkozy (2007-2012)

Le drapeau tricolore, un emblème de la France.

Il a été ministre sous Chirac, puis a battu Ségolène Royal à l'élection de 2007. Il fait voter plusieurs **réformes** (universités, retraites...) et subit de plein fouet les effets de la **crise économique** de 2008 ainsi que la **crise des dettes de l'Union Européenne**.

Il commence son mandat avec une grande popularité mais termine avec **plus de 70% d'impopularité !**

6 François Hollande (2012-2017)

Il bat Sarkozy à l'élection de 2012 et devient le **deuxième président de gauche** de la Vème république. Sous son mandat, nous pouvons évoquer :

- Le mariage pour tous,
- La conférence de Paris sur le climat,
- Les interventions militaires comme au Mali,
- La crise migratoire,
- L'état d'urgence face aux attentats terroristes en France.

Il est le premier président de la cinquième république à ne pas se représenter.

7 Emmanuel Macron (2017-actuellement)

Je défendrai la France, ses intérêts vitaux, son image. J'en prends l'engagement devant vous. Je défendrai l'Europe, c'est notre civilisation qui est en jeu, notre manière d'être libre. J'œuvrerai à retisser les liens entre l'Europe et les citoyens. J'adresse aux nations du monde le salut de la France fraternelle.

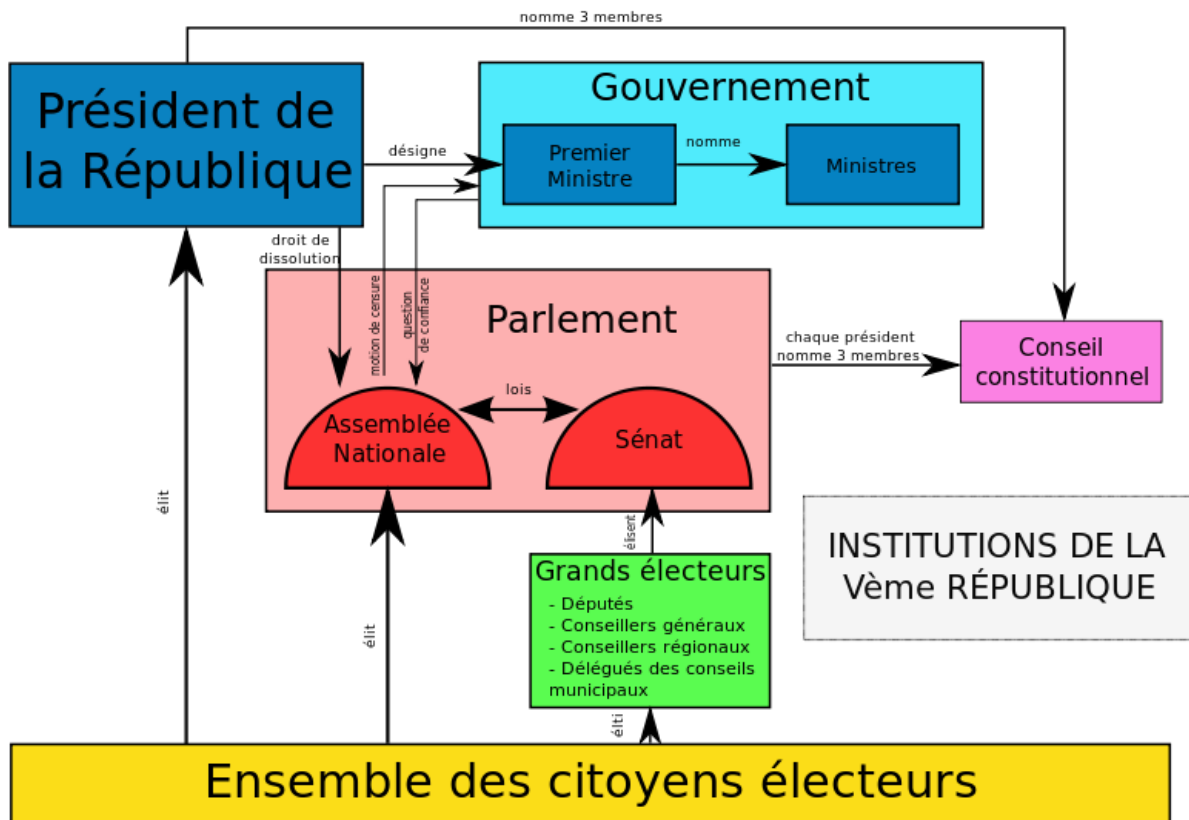
Emmanuel Macron

Ministre sous Hollande, il bat Marine Le Pen en 2017 et devient le **plus jeune** président français de l'histoire. Son mandat est marqué par une réforme du code du travail, de la SNCF, , la convention pour le climat et bien sûr l'épidémie de **Covid-19**.

En conclusion, si la Cinquième république a permis de sortir de l'instabilité de la quatrième république et de donner plus de pouvoir au citoyen, elle est aujourd'hui **critiquée**, notamment sur le fait que l'Union Européenne exerce trop de pouvoir, ce qui explique la montée du nationalisme.

Pour terminer, voici un tableau récapitulatif des **présidents de la Vème République** et leurs dates de mandats :

Nom	Mandat	Mouvance politique
Charles de Gaulle	1959-1969	Droite
Georges Pompidou	1969-1974	Droite
Valéry Giscard d'Estaing	1974-1981	Droite
François Mitterrand	1981-1995	Gauche
Jacques Chirac	1995-2007	Droite
Nicolas Sarkozy	2007-2012	Droite
François Hollande	2012-2017	Gauche
Emmanuel Macron	2017-actuellement	Centre gauche ou centre droit



Les institutions de la Vème République (1962) - source : wikipedia.fr

Les régimes politiques en France de 1789 à aujourd'hui

La France a connu 13 régimes politiques différents, dont 5 Républiques. La succession de ces régimes s'explique par des révolutions ou des défaites militaires entraînant la chute d'un régime.

Constitutions	Régimes politiques
1789-1791 Constitution de 1791	Monarchie constitutionnelle
<i>10 août 1792 : chute de la monarchie</i>	
1792- 1799 Constitution de l'an I - 1793 Constitution de l'an III -1795	21 septembre 1792 : proclamation de la 1^{ère} République Directoire
<i>Coup d'État de napoléon Bonaparte (18 Brumaire)</i>	
1799-1804 Constitution de l'an VIII	Consulat
Constitution de l'an X -1802 1804-1814 Constitution de l'an XII -1804	Consulat à vie 1^{er} Empire
<i>Défaite de Napoléon Ier</i>	
1815-1830 Charte de 1814	Restauration, monarchie constitutionnelle
<i>Défaite de Napoléon Ier à la bataille de Waterloo</i>	
Acte additionnel de 1815	Cent-Jours
<i>Révolution de juillet 1830 « Trois Glorieuses »</i>	
1830-1848 Charte de 1830	Monarchie de Juillet, monarchie constitutionnelle
<i>Révolution de février 1848</i>	
1848-1851 Constitution de 1848	II^e République
<i>Coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte</i>	
1851-1870 Constitution de 1852	IInd Empire
<i>La France vaincue par la Prusse - Commune de Paris (1871)</i>	
1870-1940 Lois constitutionnelles de 1875	III^e République
<i>Second Guerre mondiale - Défaite de 1940</i>	
1940-1944 Loi constitutionnelle de 1940	Régime de Vichy, maréchal Pétain
<i>Libération</i>	
1944-1946 Loi constitutionnelle de 1945	Gouvernement Provisoire de la République Française
1946- 1958 Constitution de 1946	IV^e République
<i>Crise du 13 mai 1958 – Guerre d'Algérie et revendication d'indépendance de la Corse</i>	
1958 – Aujourd'hui Constitution de 1958	V^e République

Le XXe siècle

1. La Première Guerre mondiale : 1914 -1918

Repères chronologiques et factuels

A La marche vers la guerre

Des rivalités de plus en plus fortes opposent les principales puissances européennes à partir de 1890.

Deux systèmes d'alliance s'opposent :

- La Triple alliance autour de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie (les Empires centraux).
- La Triple Entente autour de la France, avec le R-U, et la Russie.

Des conflits d'intérêts opposent les différentes puissances en Europe, notamment dans les Balkans.

Au fil des crises, le déclenchement de la guerre se rapproche. Les Etats préparent leurs veillées d'armes. En France, débats sur la défense nationale (porter ou non le service militaire à 3 ans).

Renouveau d'un nationalisme parfois belliqueux.

Eté 1914 = crise internationale qui conduit au déclenchement de la guerre.

28 juin 1914 = attentat de Sarajevo en Bosnie, province de l'Empire d'Autriche-Hongrie, l'archiduc François-Ferdinand (héritier du trône) assassiné par un étudiant nationaliste serbe.

Soupçonnant la Serbie, l'Autriche déclare la guerre à la Serbie un mois plus tard. La Serbie est protégée par la Russie qui entre dans la danse. Le jeu des alliances se met en place et c'est l'engrenage.

Les puissances se mobilisent. La guerre paraît inéluctable au sein des différentes opinions. Le 3 août, l'Allemagne déclare la guerre à la France. Les responsabilités de l'entrée en guerre sont pourtant partagées.

B Les grandes phases de la Première Guerre mondiale

1 ère phase de la guerre : Guerre de mouvement août-novembre 1914.

Les différents états-majors ont planifié une guerre courte fondée sur l'offensive.

Optimisme notamment en France et en Allemagne : unité derrière la défense nationale, chaque pays se sentant agressé. En France, c'est « l'union sacrée ».

Situation différente en Autriche-Hongrie et en Russie : empires composites (multitudes de nationalités), pas le même consensus.

Quels sont les 2 principaux fronts ? Quels acteurs sont concernés ?

Front Est : France + Angleterre vs. Allemagne

Front Ouest : Russie vs. Les 2 Empires centraux.

- A l'ouest

Qui est à l'offensive au début de la guerre sur le front ouest ?

L'Allemagne. Plan Schlieffen = écraser la France en 6 semaines. Les Allemands entrent en Belgique et progressent dans le Nord de la France.

Quelle bataille stoppe la progression allemande ?

La Bataille de la Marne, en septembre 1914 : les troupes françaises repoussent les Allemands à 40 km de Paris. Finalement, les pronostics d'une guerre courte sont déjoués. Le front se stabilise le long d'une ligne allant de la mer du Nord à la Suisse.

- A l'Est

La guerre promet également d'être longue : à l'offensive russe succède une avancée allemande. Front de la Baltique à la mer Noire. Ces deux fronts se stabilisent, à l'Ouest comme à l'Est.

2e phase : la guerre de position 1915-1917

Les belligérants n'ont pas réussi à enfoncer le front ennemi et ne veulent pas céder du terrain.

On s'enterre dans les tranchées.

Quelques grandes offensives sont tentées pour faire la décision.

Bataille de Verdun fev-déc 1916 offensive allemande

Bataille de la Somme juil-nov 1916 contre-offensive française.

Quels sont les nouveaux belligérants à partir de 1915 ?

Italie, Grèce aux côtés de l'Entente

Empire ottoman et la Bulgarie aux côtés des Empires centraux.

Mondialisation du conflit :

En Europe, les combattants arrivent depuis les colonies (ex : ANZAC : troupes australiennes et néo-zélandaises, des colonies de peuplement des Britanniques), et on se bat aussi au sein des empires coloniaux sur d'autres continents (ex : Intervention des Britanniques au Proche-Orient depuis l'Egypte en 1917 contre l'Empire ottoman).

Est-ce que cette guerre se joue uniquement sur terre ?

Blocus des ports allemands par l'Entente, difficulté du ravitaillement, la population allemande souffre.

Riposte par la guerre sous-marine (Lusitania, paquebot anglais avec des passagers américains est coulé en 1915) : tout navire se trouvant dans les eaux britanniques coulé par les sous-marins allemands.

3 e phase : victoire des Alliés fin 1917-1918

Entrée en guerre des Etats-Unis d'Amérique en avril 1917 : aide décisive pour l'Entente avec les nouvelles divisions et les chars d'assaut du Général Pershing.

Traité de Brest-Litovsk décembre 1917 : traité de paix séparé entre l'Allemagne et la Russie soviétique. La Russie se retire après la Révolution bolchévique. L'Allemagne peut jeter ses forces sur le front ouest.

Juillet 1918 : avancée des armées alliées dirigées par le général Foch. L'Allemagne cède sur tous les fronts. Agitation sociale dans ce pays face à la misère.

Révolution menée par les socialistes à Berlin. Fuite de l'empereur, le Kaiser Guillaume II.

La nouvelle République allemande signe l'Armistice le 11 novembre 1918 dans un wagon aménagé à Rethondes (France). C'est une convention qui suspend les hostilités. Les armées allemandes repassent le Rhin.

(22 juin 1940 : cérémonie de revanche, Hitler et les généraux français signe un nouvel armistice - au même endroit, dans le même wagon - qui définit les conditions de l'occupation allemande).

L'Europe en 1914



■ Triple Entente ■ Triple Alliance

Traité de Versailles

28 juin 1919

Le traité de Versailles met fin à la Première Guerre mondiale et cherche à régler les conditions de la paix en Europe, en imposant notamment des conditions très dures au vaincu allemand afin d'empêcher toute nouvelle guerre européenne. Quelques semaines après la signature de l'armistice de Rethondes (11 novembre 1918), qui met fin aux combats de la Première Guerre mondiale, les négociations de la paix s'ouvrent à Paris en janvier 1919. La "conférence de la paix" réunit officiellement les représentants des 27 Etats appartenant à la coalition alliée (l'Allemagne vaincue est exclue des débats). Mais les débats sont en fait dominés par les représentants français (Clemenceau), anglais (Lloyd George), américain (Wilson) et italien (Orlando).

Les nombreuses rencontres personnelles entre ces quatre hommes, au cours desquelles les principales décisions sont adoptées, ont parfois été surnommées le "Conseil des Quatre". Les tractations sont souvent difficiles entre ces quatre responsables, chacun ayant tendance à défendre les propres intérêts de son pays. Le président américain Wilson souhaite surtout défendre les principes exposés dans ses quatorze points (défense de la paix, droit des peuples à disposer d'eux-même, institution d'une société des Nations...). Clemenceau souhaite assurer l'hégémonie de la France sur le continent européen et obtenir un écrasement de l'Allemagne afin d'empêcher toute guerre de revanche. Une vision impérialiste qui se heurte aux résistances de Lloyd George, soucieux de préserver quelque peu l'Allemagne afin de maintenir un certain équilibre entre les puissances continentales en Europe. Enfin, Orlando souhaite obtenir satisfaction des promesses qui ont été faites à l'Italie lors de son entrée en guerre aux côtés des Alliés (terres irrédentes) : l'annexion de Fiume et de Trieste lui ayant été refusé, Orlando quitte la conférence le 24 avril 1919.

Le 17 juin, après 6 mois de débats, les Alliés peuvent transmettre au gouvernement allemand le texte définitif du traité. Les clauses sont très dures pour le vaincu même si Clemenceau n'a pu obtenir satisfaction de toutes ses exigences pour un affaiblissement complet de l'Allemagne. L'Allemagne est amputée du huitième de son territoire et du dixième de sa population de 1914 : elle perd l'Alsace-Lorraine, restituée à la France, les cantons d'Eupen et Malmédy, confiés à la Belgique, tandis qu'à l'Est, de nombreux territoires reviennent à la Pologne, reconstituée, qui obtient un débouché vers la mer (corridor de Dantzig) entraînant ainsi une séparation de la Prusse orientale du reste de l'Allemagne. L'avenir de deux territoires allemands reste incertain : la Sarre à l'Ouest (placée sous contrôle de la SDN pour une durée de quinze ans au terme desquels un plébiscite doit être organisé), la Haute-Silésie à l'Est (un référendum doit décider de l'annexion éventuelle de cette province à la Pologne). Pour garantir la France de toute nouvelle agression allemande, l'armée allemande est limitée à 100 000 hommes, sans aviation ni chars d'assaut, ni artillerie lourde tandis que la Rhénanie est totalement démilitarisée. Enfin, l'Allemagne est déclarée responsable de la guerre par les Alliés, avec un "devoir de réparer les torts causés". Le principe de réparations que doit verser l'Allemagne à ses vainqueurs est ainsi adopté, sans que l'on puisse se mettre d'accord sur le montant de celles-ci : le soin d'établir le règlement financier de la guerre est renvoyé à une autre conférence spécifique.

Le traité de Versailles, malgré ses conditions très dures, est signé par la délégation allemande le 28 juin 1919, dans la Galerie des Glaces du château de Versailles. Il est accueilli par la population allemande avec une violente hostilité ("diktat") et compromet dès le départ l'existence du nouveau régime de Weimar, qui reste pour toujours celui qui a accepté l'humiliation de Versailles. Au sein du camp allié, des voix s'élèvent également rapidement pour dénoncer les conditions trop dures du traité (l'économiste anglais Keynes publie en 1920 son livre *Les Conséquences économiques de la paix*). Surtout, le refus du Sénat américain de ratifier le traité de Versailles (mars 1920) en compromet la bonne application à l'échelle internationale, les Etats-Unis renouant avec leur politique isolationniste et refusant de jouer un rôle d'arbitre entre les principales puissances européennes. Comportant de nombreuses contradictions et instituant de nombreux

problèmes de frontières et de minorités, les conditions d'application du traité de Versailles vont dominer l'ensemble des relations internationales tout au long de l'entre-deux-guerres et conduire à une nouvelle flambée des nationalismes. D'aucuns considèrent ainsi le traité de Versailles comme l'un des facteurs directs de la Seconde Guerre mondiale.



Signature du Traité de paix le 28 juin 1919 dans la Galerie des Glaces.

2. L'entre-deux guerres

C'est la période se situant entre la Première et la Seconde guerre mondiale. Elle est marquée par la crise économique mondiale : le chômage augmente un peu partout en Europe.

Cette situation de crise favorise le développement de dictatures (c'est lorsque qu'un homme ou un parti politique abuse de son pouvoir s'en s'occuper de la loi) : en Allemagne, Hitler, chef du parti nazi, se fait nommer chancelier. À partir de 1933, il commence à persécuter les juifs, qu'il considère comme appartenant à une « race inférieure ».

La Seconde Guerre mondiale : 1939 -1945

Introduction : La Seconde Guerre mondiale débute officiellement le 1er septembre 1939 lorsque l'Allemagne nazie puis l'URSS de Staline envahissent la Pologne. Mais dans les faits, la guerre d'Espagne (1936–1939), ou bien encore l'invasion de la Chine par les troupes japonaises en 1937, montrent que cette date de 1939 est contestable. Ce conflit, bien plus encore que la Première Guerre mondiale, est caractérisé par la violence de masse et la volonté d'anéantir totalement l'adversaire. Il est aussi le théâtre du plus grand génocide de l'histoire de l'Humanité, celui des juifs et des tsiganes. Face à un tel déchaînement de violence, la France, choquée par l'effondrement de son armée en juin 1940, se déchire entre résistance et collaboration.

Problématique : Comment se caractérisent la violence de masse et l'anéantissement durant la Seconde Guerre mondiale et quelles sont les conséquences de la défaite de Juin 1940 pour la France ?

I. Un conflit qui embrase l'ensemble de la planète.

A. Le temps des victoires de l'Axe (1939-1942).

Une Europe sous la botte nazie : en Europe, la guerre débute avec l'invasion de la Pologne en septembre 1939.

L'Allemagne nazie poursuit son expansion par l'invasion du Danemark puis de la Norvège. En mai juin 1940, les troupes allemandes balayent les armées françaises et britanniques et s'emparent de Pays-Bas de la Belgique et d'une partie de la France. Le Royaume-Uni reste en 1940 le seul pays en guerre contre l'Axe mais, poussé par Churchill, le pays tient le choc malgré les bombardements intensifs(Blitz). En 1941, l'Axe poursuit les combats en Afrique et au Moyen-Orient pour couper les approvisionnements en pétrole. Le 22 juin 1941, c'est le lancement de la grande opération rêvée par

Hitler, la guerre contre l'URSS (opération Barbarossa). L'armée rouge est rapidement débordée et en décembre 1941, les troupes allemandes sont aux portes de Moscou.

Le Japon à l'assaut du Pacifique : Dans le Pacifique, le Japon, allié de l'Allemagne, mène une politique de conquêtes dès 1931 qui s'accélère en 1937 avec l'invasion de la Chine. Profitant de la débâcle française et britannique, les troupes japonaises s'emparent des colonies européennes, contrôlant un vaste espace allant de la Birmanie au cœur de l'océan Pacifique. Se trouvant aux limites de l'espace contrôlé par les États-Unis, les Japonais décident de lancer un raid surprise sur la base de Pearl Harbor le 7 décembre 1941. Ils détruisent une grande partie de l'US Navy et s'assurent une supériorité navale durable. Les États-Unis décident d'entrer en guerre contre le Japon et ses alliés allemand et italien.

B. Le tournant de la guerre (1942-1943).

L'effort de guerre allié : si les puissances de l'Axe bénéficient d'une supériorité militaire, le temps joue pour les Alliés.

En effet, la mobilisation de la puissance industrielle des États-Unis lui permet progressivement de produire avions, chars, navires et munitions nécessaires au conflit alors que les puissances de l'Axe, dont la production est menacée par les bombardements, ne peut tenir la course aux armements. Ainsi, dès 1942, l'aide militaire venue des États-Unis permet à l'URSS de survivre face aux coups de boutoir de l'armée allemande.

Les premières victoires majeures : dans le Pacifique, l'avancée japonaise est ralentie par une série de deux batailles, Midway en juin 1942 et Guadalcanal (août 1942–février 1943). Si ces batailles ne sont pas des victoires franches et décisives pour l'armée américaine, elles n'en demeurent pas moins des coups d'arrêt à l'expansion nippone. En Afrique, les troupes allemandes connaissent une première défaite à El-Alamein en octobre-novembre 1942 qui leur empêche de prendre le contrôle du canal

de Suez alors que les Alliés débarquent en Afrique du Nord. Enfin, sur le front russe, les troupes allemandes sont stoppées à Stalingrad dans ce qui va devenir l'une des plus grandes batailles de la Seconde Guerre mondiale. Alors que les troupes allemandes ont quasiment pris la ville à la fin de l'été 1942, les Soviétiques mettent en place une guerre d'usure et de harcèlement, puis encerclent les troupes allemandes qui doivent capituler en février 1943.

C. Les Alliés en route vers la victoire finale (1943-1945).

La lente libération de l'Europe : L'année 1943 voit la succession de grandes batailles qui permettent à l'URSS de libérer progressivement son territoire, notamment après leur victoire à Kursk (1943). Dans le sud de l'Europe, les Alliés débarquent en Italie et provoquent la chute de Mussolini. Malgré tout, la conquête de la péninsule italienne reste très difficile alors que les troupes soviétiques piétinent à l'Est. Réunis à Téhéran, les Alliés décident de mettre en place deux grandes offensives en 1944 : ce sont les opérations Overlord et Bagration qui aboutissent au débarquement en Normandie pendant que les troupes soviétiques libèrent l'Ukraine, une partie de la Pologne et entrent sur le territoire allemand. En Normandie, la progression de troupes alliées est très lente et ralentie par une résistance acharnée des troupes allemandes. La bataille de Normandie prend fin en août 1944. Paris est libérée le 25 août 1944.

La capitulation de l'Allemagne : l'Allemagne tente une dernière grande offensive dans les Ardennes à la fin de l'année 1944. Mais, la supériorité des alliés notamment dans les airs condamne cette offensive. En 1945, les troupes alliées entrent en Allemagne et font leur jonction en avril 1945. Le 8 mai 1945, alors qu'Hitler s'est suicidé dans son bunker le 30 avril, le gouvernement allemand signe une capitulation sans condition.

La difficile capitulation du Japon : dans le Pacifique, les troupes américaines font face à une résistance acharnée des troupes japonaises illustrée par les attaques des

kamikazes. Si les îles d'Iwo Jima (février 1945) et d'Okinawa (avril 1945) sont conquises, les pertes militaires sont très importantes. Alors que l'URSS déclare la guerre au Japon, le nouveau président américain Harry Truman décide d'utiliser l'arme atomique pour accélérer la fin du conflit et montrer la supériorité technologique des États-Unis. Le 6 août 1945, la première bombe atomique est larguée sur la ville d'Hiroshima. Trois jours plus tard, la ville de Nagasaki subit le même sort. Le Japon capitule le 2 septembre 1945.

II. Un conflit marqué par les violences et les génocides.

A. De l'isolement à l'exécution de masse.

L'isolement des Juifs : Dès le déclenchement de la guerre en 1939, les dirigeants nazis intensifient les mesures de protection de la « race aryenne » à l'encontre des populations juives et tziganes. Pour les reconnaître, les Juifs et les Tsiganes sont identifiés avec des cartes d'identités et le port de signe comme un brassard étoilé rendu obligatoire dès 1939. En Europe de l'Est la population juive est concentrée dans des ghettos : Fin 1941 le ghetto de Varsovie regroupe près de 445 000 personnes. L'enfermement se fait aussi dans les camps de concentration comme celui de Dachau, on passe de 21 000 détenus en 1939 à 700 000 en 1945. Les conditions de détention sont inhumaines ; les détenus travaillent dur, meurent de faim, de froid et de maladie comme le typhus. Les gardiens pratiquent des sévices de façon constante.

La volonté d'exterminer les juifs d'Europe se concrétise dès l'été 1941 avec l'avancée à l'Est où les nazis rencontrent de nombreuses communautés juives qui s'étaient réfugiées dans ces états pour fuir les persécutions de l'Allemagne Nazie. On assiste alors à une radicalisation de la violence et de l'extermination avec le massacre des premiers enfants et des femmes, même s'il n'y a pas encore de planification

d'ensemble. Ce sont le plus souvent des fusillades de masse, d'où l'expression de « Shoah par balles ». Les Einsatzgruppen : ces « groupes d'opération » sont des unités spéciales composées de SS, de policiers et de collaborateurs locaux. Ils ont pour objectif de procéder à des massacres collectifs de populations (juives, tziganes) sur le front de l'Est à l'arrière des troupes allemandes. Ainsi, près de Kiev en Ukraine, à Babi Yar, plus de 33 771 Juifs sont exécutés les 29 et 30 septembre 1941 et 60 000 autres exécutions ont lieu dans les mois qui suivent. Pendant la même période ont lieu les premières expériences de gazage. Des Juifs sont rassemblés dans des camions, enfermés et les gaz d'échappement sont dirigés à l'intérieur des camions où les victimes meurent asphyxiées.

B. La mise en place d'un système de mort industrielle

Vers la mort industrielle : Mais les dirigeants nazis, en particulier Hitler et Himmler (le chef des SS), veulent accélérer l'extermination. Après avoir songé à déporter les Juifs aux confins de la Sibérie et même à Madagascar, ils choisissent de perfectionner l'utilisation des gaz. Fin 1941, les premières installations sont construites à proximité de camps de concentration déjà existants. Ce choix est officialisé par Reinhard Heydrich lors de la conférence de Wannsee, le 20 janvier 1942, sous le nom de « Solution finale ». Le discours de Heydrich officialise une accélération et une multiplication des massacres durant l'été 1941. La Solution Finale s'impose alors aux dirigeants nazis comme un processus inéluctable lié à la guerre totale, elle traduit l'évolution d'un processus de violence à la fois voulu par Hitler et de moins en moins maîtrisé.

Les centres de mises à mort se distinguent des camps de concentration par leur unique activité: l'assassinat de masse.

Il existait 6 centres de mises à mort, situés dans l'est du Grand Reich, donc sur le territoire de l'actuelle Pologne (Treblinka, Sobibor, Chelmno-Kulmhof, Lublin-Majdanek, Belzec). Parmi eux, on distingue le complexe d'Auschwitz-Birkenau, à la fois centre de mise à mort et camp de concentration. Ce camp de concentration est

créé en mai 1940 et libéré par l'Armée rouge le 27 janvier 1945. En 5 années, plus de 1,3 million d'hommes, de femmes et d'enfants, meurent à Auschwitz, dont 900 000 immédiatement à leur sortie des trains qui les y amenaient. 90 % de ces personnes étaient juives. Au printemps 1944, les fours crématoires d'Auschwitz brûlent jusqu'à 12 000 corps par jour. Au total environ 5,7 millions de Juifs et 250 000 Tsiganes sont exterminés.

C. Un conflit marqué par les violences de masse.

Les civils victimes des violences de l'occupation : dès le début de la Seconde Guerre mondiale, les populations civiles comme militaires sont les cibles de violence afin de maintenir la terreur. Les massacres et les destructions des villages sur le front Est sont quasi généralisés. Les historiens estiment que ces massacres ont coûté la vie à près de 15 millions de soviétiques. À Charkov, en Ukraine, dès l'arrivée des troupes allemandes à l'automne 1941, des centaines d'hommes sont pendus aux balcons de la ville où ils restent exposés pendant plusieurs jours. Avec l'occupation de l'Europe, et les mouvements de résistance issus de la société civile, la limite entre militaires et civils disparaît, laissant la possibilité aux troupes d'occupation de perpétrer des massacres de civils. Ainsi, le 10 juin 1944, l'ensemble de la population du village d'Oradour-sur-Glane est massacré par une division SS.

Les bombardements stratégiques : les innovations technologiques se multiplient dans tous les domaines de l'armement. Mais c'est l'aviation qui devient l'un des outils privilégiés des belligérants. Il s'agit d'effectuer des bombardements massifs pour détruire les appareils de production, les voies de communication. Mais l'objectif est aussi de décourager la population en effectuant des bombardements massifs sur les villes. La ville de Dresde est détruite à 90 %, faisant plus de 35 000 morts. Dès octobre 1941, les États-Unis lancent le projet Manhattan pendant que l'Allemagne met au point les missiles V1 et V2. En 1945, les bombardements sur les villes allemandes et japonaises se multiplient. Le 6 août 1945, la première bombe atomique

est lâchée sur la ville d'Hiroshima et trois jours plus tard, la ville de Nagasaki est à son tour détruite par l'arme nucléaire, faisant au total près de 150 000 morts.

III. La France dans la guerre, un pays occupé et déchiré.

A. Juin 1940, le choc de la défaite.

La drôle de guerre : La France déclare la guerre en septembre 1939 à l'Allemagne. Pourtant, alors que les troupes allemandes combattent en Pologne, puis au Danemark, en Norvège, les troupes françaises restent à l'affût derrière la ligne Maginot. C'est ce qu'on appelle « la drôle de guerre ». Elle illustre à la fois le refus de la guerre pour les Français et la faiblesse stratégique des dirigeants militaires qui pensent reproduire la Première Guerre mondiale.

Le choc de la débâcle : le 10 mai 1940, l'Allemagne déclenche une vaste offensive par les Pays-Bas et la Belgique. Dans le même temps, des troupes motorisées franchissent les Ardennes et coupent le front franco-britannique en deux.

Une partie importante des armées française et britannique se retrouvent encerclées à Dunkerque. La débâcle se poursuit et le 14 juin 1940 les troupes allemandes rentrent dans Paris pendant que des millions de réfugiés fuient l'avancée allemande (l'exode). Le gouvernement de Paul Reynaud, réfugié à Tours puis Bordeaux, démissionne le 16 juin au soir, laissant la voie ouverte au maréchal Pétain.

L'armistice de juin 1940 : Le 17 juin 1940, le maréchal Pétain s'adresse aux Français et annonce qu'il demande un armistice qui est signé le 22 juin 1940 à Rethondes. Les conditions d'armistice sont très dures. Une partie de la France est occupée, alors que l'Alsace et la Lorraine sont rattachées à l'Allemagne et que le nord de la France est rattaché à la Belgique. Une ligne de démarcation coupe la France en deux. Près de 1,8 millions de soldats

français sont faits prisonnier et envoyés en Allemagne pendant que le gouvernement français doit payer les frais d'occupation.

B. La mise en place d'un régime de collaboration.

La révolution Nationale : Pétain considère que la défaite s'explique par la faiblesse de la démocratie. Il prend les pleins pouvoirs le 10 juillet 1940, supprime les partis politiques, syndicats, libertés et censure les médias. La IIIe République est morte. Il veut redonner de nouvelles bases à la France : c'est la Révolution Nationale basée sur la devise Travail, Famille Patrie. Il privilégie le retour à la campagne et se présente en guide à qui il faut vouer un culte sans limite. Dictature. Des organisations sont mises en place pour appuyer le nouveau régime (chantiers de jeunesse).

La collaboration : Pétain rencontre Hitler à Montoire le 24 octobre 1940. Le principe de collaboration de l'Etat Français avec l'Allemagne est acquis. Pétain espère un assouplissement des conditions d'armistice et le retour des prisonniers.

La politique de collaboration s'accélère après l'invasion de la zone Sud par les Allemands le 11 novembre 1942.

Encouragé par Pierre Laval, Pétain s'engage dans la collaboration pour :

- Les politiques d'exclusion et de persécution des Juifs (rafle du Vel d'Hiv)
- Les ressources économiques de la France qui sont envoyées en Allemagne.
- La main d'œuvre envoyée en Allemagne (STO).
- Les Résistants et les Juifs arrêtés par la Milice.

Un glissement idéologique : Plus généralement, un glissement idéologique se produit dans le régime dirigé par Pétain et Laval. Les idées antisémites et antiparlementaires s'imposent très largement au fur et à mesure de l'intégration dans le gouvernement de membres des ligues d'extrême droite. A partir de 1944, de nombreux collaborationnistes convaincus entrent au gouvernement comme Henriot (propagande) et Joseph Darnand (Milice). Le régime de Vichy a définitivement abandonné la prétendue neutralité pour se ranger aux côtés de l'Allemagne nazie.

C. Résister en France et à l'extérieur.

Des formes de résistances spontanées : Dès l'annonce de la capitulation, en particulier en zone occupée, des mouvements spontanés de résistance se mettent en place comme le mouvement du Musée de l'Homme qui s'organise dès juin 1940. Dans l'ensemble, ces mouvements sont isolés et ont peu de moyens d'action. Ils cherchent tout de même à informer les populations, à organiser la fuite des prisonniers.

De Gaulle et la France Libre : Face à la défaite, le général De Gaulle lance le 18 juin 1940 de Londres un appel à la Résistance. S'il s'adresse surtout aux soldats français présents sur le sol anglais, son appel est entendu par quelques centaines d'hommes qui le rejoignent dès juin 1940. Cette résistance extérieure se développe très lentement, grâce au ralliement de certaines colonies de l'Empire français. Si son mouvement de la France Libre connaît un certain succès à partir de 1941, De Gaulle peine à se faire reconnaître comme chef de la Résistance. Les troupes de la France Libre s'engagent dans les combats en Italie en 1943. En juin 1944, il n'est pas prévenu du débarquement en Normandie.

Mais en août 1944, lors du débarquement en Provence, les 2/3e des soldats sont des troupes françaises libres. L'unification de la résistance intérieure : La résistance ne se développe réellement qu'avec l'attaque allemande contre l'URSS qui lance le PCF dans la résistance (22 juin 1941). Peu à peu cette résistance spontanée s'organise en réseaux comme Combat qui mettent en place des journaux clandestins. A partir de 1943, la Résistance se renforce.

Le Service du travail Obligatoire envoie de nombreux français dans les maquis. Même si le nombre de résistants reste faible, elle a un soutien populaire de plus en plus fort. Moulin, envoyé par De Gaulle, crée le Conseil National de Résistance et regroupe tous les mouvements sous le nom de FFI (1943). Ils seront très utiles pour des renseignements au moment du débarquement et pour des sabotages qui ralentiront les Allemands. Mais la principale tâche du CNR reste de préparer la restauration de l'ordre Républicain. Suite au débarquement en Normandie de juin 1944, la France est progressivement libérée. De Gaulle,

à la tête du GPRF, se fixe comme objectif principal de restaurer l'Etat Républicain.

Conclusion : 1945 marque donc la fin d'un conflit qui a mis l'ensemble de la planète. Cette guerre qui s'est caractérisé par l'extraordinaire violence faite aux populations civiles en général, revêt un caractère génocidaire pour les juifs et les Tsiganes d'Europe. La France, battue et occupée dès 1940, s'est retrouvée entraînée dans une guerre civile opposant les partisans d'une collaboration allemande et les résistants. Lorsque que le conflit s'achève en 1945, il laisse de nombreux pays exsangues et ouvre l'ère d'un nouveau type de terreur, celui de l'arme atomique.

Mutation des sociétés depuis 1850 : l'exemple de la France

I. La population active, reflet des bouleversements économiques et sociaux : l'exemple de la France depuis les années 1850

1) La « révolution silencieuse » des paysans

- 6 millions de paysans à la fin du 19^{ème} siècle, 1 million de de nos jours => Baisse spectaculaire
- Avant 1949 : quasi-absence de mécanisation (force manuelle et animale), utilisation très limitée des engrais chimiques, petites exploitations.
- Après 1949 : mécanisation =diminution de la main d'œuvre, jeunes agriculteurs formés dans les écoles, agrandissement des exploitations, développement des engrais chimiques et des pesticides permettant d'augmenter les rendements => Hausse spectaculaire de la productivité agricole => Baisse du nombre d'actifs dans le secteur agricole, mais hausse de la production.
- La modernisation de l'agriculture ne touche pas toutes les régions au même moment (d'abord les zones céréalières du bassin parisien puis zones de montagne).

2) Le développement de l'emploi salarié

Secteur secondaire : passage du travail domestique ou du travail artisan en atelier au travail salarié en usines (processus lent en France). Travail généralisé des femmes et lois pour limiter le travail des enfants (1892). Adoption du taylorisme.

Secteur tertiaire : Explosion du secteur tertiaire : 1850 = 20% des actifs -> 2011 = 75% des actifs. Transformation des magasins (passe du luxe aux grandes surfaces avec peu de salariés non formés).

3) Vers le chômage de masse

- Développement de l'emploi précaire : CDD (Contrat à Durée Déterminée), travail saisonnier, travail à temps partiel non voulu.

II. De nouvelles conditions de vie pour les travailleurs

1) L'accroissement du niveau de vie

- Le pouvoir d'achat des ouvriers double de 1850 à 1900 et continue à augmenter au 20ème siècle. Les dépenses alimentaires diminuent et les dépenses pour les loisirs augmentent.
- La classe moyenne voit sa structure socio-professionnelle évoluer (hausse des salaires et meilleure éducation) => meilleur niveau de vie.
- Le style de vie change, la qualité de vie s'améliore, la durée du travail est divisée par 2 en un siècle.

2) D'une société de pénurie à une société de consommation

- Après 1950 : les Français entrent dans la société de consommation lors des 30 glorieuses (achat de biens semi-durables et durables), mais pas tout le monde (paysans, personnes âgées, immigrés sont moins concernés par cette hausse de la consommation).
- Société de moins en moins inégalitaire.

3) 75% d'urbains

- Facteurs de l'urbanisation : baisse du nombre d'agriculteurs, confort de la ville (eau courante, électricité, services...), paternalisme (services sociaux et logement fournis par les patrons).

- Urbanisation progresse avec l'innovation.

- De nos jours : la population augmente dans les communes rurales autour des villes périurbaines.

III. L'immigration et la société française au 20ème siècle

1) L'immigration au début du 20ème siècle

- France, pays de l'immigration (frontières ouvertes, travail abondant, les européens qui émigrent en France veulent fuir la misère et les dictatures).
- Emplois occupés : hommes = industries et mines ; femmes : services (emplois manuels peu qualifiés)
- A partir de 1930 : les relations français/immigrés se dégradent (crise économique) => limitation de l'immigration et xénophobie

2) L'immigration massive des 30 Glorieuses (1945-1974)

- En 30 ans, le taux d'immigrés est doublé.
- Conditions de vie précaires (bidonvilles) puis améliorée (HLM). L'immigration lors des 30 Glorieuses provient d'Afrique du Nord, de la Turquie.
- Les immigrés viennent pour une durée déterminée puis s'installent et ont des enfants (français grâce au droit de sol).
- Création de l'ONI (Office National de l'Immigration).

3) Depuis 1974, une immigration du peuplement

La crise économique s'accompagne d'un réexamen fondamental des politiques migratoires en Europe.

- En 1974, 3 millions d'étrangers en France, flux d'immigration important
- 1974 : la France suspend l'immigration des travailleurs et des familles

extracommunautaires. L'immigration des travailleurs reste suspendue jusqu'en 1977, l'immigration des familles est à nouveau autorisée dès 1975.

- Le flux actuel (2012) est de 200 000 immigrants légaux par an, à quoi s'ajoute l'immigration clandestine.

Les français au 20eme siècle

La France a considérablement évoluée en un siècle : une économie revitalisée, une grandeur affirmée font désormais d'elle un acteur important sur la scène internationale. Mais ces bouleversements n'ont pas été sans heurts pour les français. Il a fallu s'adapter à ces multiples changements qui ont totalement modifié leur façon de vivre.

La France est passée d'un pays majoritairement paysan et ouvrier à un pays salarié. Elle est passée de l'absence d'accès à l'eau courante et à l'électricité à une vie confortable. Les plus pauvres vivent donc pour la grande majorité mieux que les pauvres du début du siècle. Néanmoins, avec la montée du système capitaliste, l'écart entre les riches et les pauvres s'est creusé, et entre les deux, une nouvelle classe moyenne est apparue.

Le 20e siècle est pour la France l'heure du grand changement, conséquence des grandes avancées technologiques, et c'est pour cela qu'il est le plus intéressant à étudier en matière de société

Des débuts pleins d'espoir

La France découvre avec le monde les premières technologies qui vont changer la vie. Cela va entraîner le peuple français dans une euphorie, qui malgré tout prendra fin.

La France de 1900, bien différente de celle de 1800

En 1800, la France sort d'une période trouble, car on n'est pas si loin de la Révolution. Le pays hésite entre un retour à la Monarchie et une arrivée de la République. Bonaparte cherchait alors à faire retrouver à la France sa stabilité.

En 1900, la France a retrouvé son calme. Elle a adopté le régime républicain et démocratique. La population pourra désormais décider de son sort.

La France change, la société évolue

Les français bénéficient en 1900 des grands acquis du siècle dernier : l'école primaire est devenue obligatoire et gratuite depuis 1880, la langue française est imposée (face aux patois), et l'enseignement historique met l'accent sur les grandes figures de l'Histoire française.

Tout cela contribue à renforcer le sentiment national, déjà bien présent en raison du souvenir présent sur les cartes de France d'un pays amputé de l'Alsace et la Lorraine. Le service militaire permet également à tout citoyen de s'intégrer pleinement dans la société française.



Lois Ferry de 1881, rendant l'école obligatoire et gratuite

Les français vivent mieux

Les grandes épidémies et famines qu'avait connues la France ne sont plus qu'un lointain souvenir, ce qui fait diminuer le nombre de décès ; le traitement contre la rage va également en ce sens. Les personnes habituellement touchées par ces maladies vivent donc désormais bien mieux.

Au-delà des problèmes de santé, et après des années de lutte syndicale, les ouvriers voient leur salaire augmenté. Et, même si la précarité guette toujours les plus pauvres (qui peuvent tout perdre s'ils sont malades par exemple), c'est une époque à laquelle on ne connaît guère le chômage.



Exposition universelle de 1900, symbole de la Belle Époque

Un monde de classe

La France du début du siècle est paysanne. Elle compte 6,7 millions de paysans, 5,2 millions d'ouvriers, et 900 000 domestiques. Face à cette classe pauvre, ils sont 5 millions à être issus de ce qu'on appelle alors les classes moyennes et la bourgeoisie (petits rentiers, artisans et commerçants).

L'ouvrier

Les débuts de l'industrialisation française bénéficient essentiellement à ceux qui détiennent ces nouvelles industries. Ceux qui y travaillent ne profitent en effet pas des importantes rentrées d'argent de leur patron. Ils travaillent en moyenne 10 heures par jour, et leur niveau de vie est si bas qu'il ne leur permet pas d'avoir de quelconque loisir ; les 5 francs gagnés par jour ne sont pas suffisants.



Les bas salaires ne sont pas les seuls problèmes de l'ouvrier. Ces derniers sont les premiers à risquer leur vie, en travaillant pour beaucoup dans de grandes usines où la mécanisation est devenue la règle et où les cadences sont plus que soutenues.

Malgré cela, les jeunes viennent de plus en plus nombreux travailler en ville, croyant que le travail est moins fatigant qu'à la campagne. Cela enfle la population parisienne, qui ne peut accueillir tant de monde. Les difficultés de logements deviennent donc importantes : on dort alors souvent dans des logements étroits et insalubres. Ces mauvaises conditions de vie

entraînent la propagation de la tuberculose, mais aussi de l'alcoolisme, la plupart trouvant un refuge dans l'alcool.

Las de cette vie difficile, les ouvriers se révoltent. La Confédération Générale du travail (CGT) compte alors un million d'adhérents en 1914. Les luttes syndicales portent leurs fruits au début du siècle : les mineurs sont les premiers à bénéficier de la limitation à 8 heures de travail par jour en 1905. En 1906 est instauré le jour de repas hebdomadaire.

Le privilégié

Pour faire partie de la bourgeoisie, il faut gagner au moins 5000 francs par an, mais pour la haute société, les revenus sont supérieurs à 50 000 francs. Cet argent leur permet de vivre dans un appartement de plusieurs pièces bien décorées et confortables. Le style vestimentaire typique de la classe favorisée est le costume, alors que l'ouvrier porte la blouse.



L'éducation est une priorité pour la bourgeoisie, et le baccalauréat constitue le diplôme par excellence de cette classe. Les élites de la République sont en effet recrutées au sein de la bourgeoisie aux mœurs bien réglées. Les mariages fonction de la fortune du fiancé, et le retrait des familles pour les

vacances dans de grandes villas campagnardes sont la règle. Si les femmes d'ouvriers travaillent déjà, la femme bourgeoise ne travaille pas. Ce n'est que bien plus tard, qu'elle revendiquera des droits au travail égaux à ceux des hommes.

Le paysan

4 français sur 10 vivent de la terre en 1900. C'est une vie laborieuse, qui demande un travail constant et variable en fonction des saisons. Mais tous les paysans ne bénéficient pas de la même situation : certains cultivent leur propre terre, d'autres exploitent une terre qu'ils louent, mais les produisent pour eux-mêmes. Si la vie est difficile pour un paysan de l'époque, elle s'est progressivement améliorée, mais cela très lentement. Ils ont bénéficié des avancées technologiques : la mécanisation, les transports changent leur quotidien et permet d'augmenter la production et donc leurs revenus. Néanmoins, habitués à ne pas consommer, les paysans restent peu consommateurs. Malgré tout, les paysans se tournent vers les premiers catalogues de vente par correspondance ; les tenues vestimentaires commencent alors à changer. Les paysans sont réunis par le village. C'est l'époque où les villages français vivent grâce à leurs écoles primaires, leur mairie et leur église. La vie villageoise est en effet rythmée par les personnages importants du village, et notamment les curés et les instituteurs.



Intérieur paysan à pièce unique.

Un monde de changements

L'exposition universelle de 1900 à Paris marque l'arrivée de l'électricité à grande échelle en France. La fin du 19^e siècle avait déjà commencé l'électrification des villes, ce qui permet à la population de ne plus vivre en fonction du soleil. L'électricité permet également d'illuminer les monuments, et donc de les mettre en valeur.

Une ville nouvelle

Les évolutions techniques creusent davantage encore le fossé entre riches et pauvres car les uns accèdent à ces nouvelles avancées, tandis que les autres restent figés dans leur vie difficile. La bourgeoisie accède ainsi à des logements de plus en plus confortables : électricité, chauffage au gaz et téléphone modifient radicalement leur mode de vie.

Au sein de la ville, les kiosques à journaux s'imposent, et les lampadaires éclairent les rues sombres. Les grands magasins font leur apparition et les villes deviennent rapidement le symbole de l'hyperconsommation, contrastant ainsi avec l'image du village reculé dans lequel vivent les paysans qui consomment ce qu'ils produisent.

Les transports évoluent également en ville. Métro et tramways débarquent et changent la vie des citoyens. On n'est désormais plus obligé de marcher pour se rendre à son travail ; les plus pauvres décident donc d'aller vivre là où les loyers sont moins chers, c'est-à-dire en périphérie de la ville. La ville moderne est donc née : un centre moderne, éclairé, dans lequel il fait bon vivre, encerclé par des quartiers insalubres, situés en marge d'un centre illuminé.



Une vie mise entre parenthèses

La première guerre mondiale bouleverse la vie de toutes les classes sociales, dans différentes mesures en fonction de la place qu'occupait le chef de famille. La vie devient faite de déchirement, lorsque les hommes partent au combat, d'attente, et de peur de ne jamais les revoir.

La vie s'organise donc entre femmes, vieillards et enfants, qui doivent vivre sous l'occupation allemande. On doit héberger les allemands, remplacer le père parti à la guerre pour les travaux agricoles notamment, et respecter des prescriptions strictes des autorités ennemies. Les habitants ne peuvent pas sortir de chez eux comme ils l'entendent, sous peine d'être fusillés (un couvre-feu a été établi à 19 heures). Le moindre mouvement des habitants est contrôlé.

D'un point de vue économique, les hommes ne travaillant plus, le reste de la famille peine à travailler autant. L'activité économique est donc ralentie. Les boutiques ont fermé, leurs propriétaires étant partis au front. Les denrées alimentaires se font donc rares, et ce qui est rare est cher. Les prix flambent donc, conduisant ainsi à l'inflation. Cette inflation va ruiner les rentiers de l'époque ; rémunérés selon un indice fixe, qui ne tient pas compte de l'inflation, ils continuaient à percevoir des sommes devenues ridicules. Le même problème s'est posé pour les fonctionnaires, qui n'ont pas bénéficié de réévaluation de leur salaire. En revanche, les fournisseurs de l'armée bâtissent des empires.

Les difficultés de la vie quotidiennes sont néanmoins atténuées par les retours plus ou moins fréquents des soldats qui reviennent en permission.





La vie quotidienne, à Paris, première guerre mondiale.

De la victoire à la chute

La victoire de la France sur l'Allemagne permet aux Français de prendre leur revanche : ils récupèrent l'Alsace et la Lorraine. L'euphorie de cette victoire sera telle que la chute sera brutale.

Une société qui consomme

A la fin de la guerre, la croissance a repris en France, et elle atteint un niveau important à la fin des années 1920. C'est l'époque de la standardisation des produits, dont le chef de file est Henri Ford : on doit produire davantage, à moindre coût, et payer suffisamment ses employés afin qu'ils puissent eux-mêmes acheter ce qu'ils ont produit (c'est le five dollars day), c'est-à-dire des voitures.

En France, on adopte ce modèle en demandant aux polytechniciens de l'adapter. Les Français pourront désormais consommer davantage. Signe de cette période de consommation, la ville prend une allure nouvelle : les grands surfaces apparaissent et les murs sont placardés d'affiches publicitaires. C'est ainsi que les grandes enseignes, conscients de l'accroissement du pouvoir d'achat des classes populaires, se tournent vers cette nouvelle cible qui peut acheter pas cher, mais beaucoup.

La société vit également mieux grâce à l'arrivée massive de l'électricité dans les foyers français. Alors que 17% des communes sont alimentées en 1919, elles 83% en 1932, ce qui montre que les grandes entreprises d'électricité ont largement profité de cette période faste. Mais la prospérité ne dure pas, et la France subit, plus tard que les autres pays, la crise de 1929. L'activité économique chute alors considérablement et le chômage atteint des niveaux record.



La promesse d'un salaire de 5 dollars par jour attire la foule.

Une société en lutte

La crise qui touche la France au début des années 1930 laisse des séquelles évidentes, à une époque où tout évolue très vite au niveau politique. Hitler prend le pouvoir en 1933, et c'est toute l'Europe qui prend peur. La France répond à cette éventuelle menace en rassemblant les partis politiques de gauche au sein d'un Front Populaire. L'élection de ce parti temporaire en 1936, et les différents soulèvements populaires vont changer la vie des Français. Le Front Populaire proclame donc l'arrivée des congés payés, véritable révolution pour l'époque. Ils annoncent également la semaine des 40 heures et créent une loi sur les conventions collectives obligatoires. La vie change alors. Les plus pauvres bénéficient désormais de temps de loisirs, de repos. On prend le temps de boire dans un café, de sortir au cinéma, de danser dans les bals, et de pratiquer un sport. Alors que le sport n'était réservé qu'à une infime partie de la population, il se démocratise. Les loisirs deviennent accessibles à presque tous. Les paysans ou encore certains commerçant ne bénéficient en effet pas de cette avancée.

Une société qui prend peur

Après les doux étés passés à la mer, les Français renouent avec les heures difficiles de la France. L'Europe n'a en effet pas réussi à éviter la guerre, et le pays se retrouve en 1940 entre les mains de l'ennemi. Les Français ont peur. Ils ont peur de revivre l'occupation allemande de 1914. Alors ils s'en vont. Un tiers de la population parisienne quitte alors la capitale en quelques jours. Cet exode a lieu dans des conditions précaires, néanmoins atténuées par le beau temps. On part en charrette, en voiture, en bicyclette ou à pied, emportant avec soi le minimum pour certain, le maximum pour d'autres. Ceux qui ne sont pas partis subissent l'occupation. 1% de la population entrera en Résistance. La difficulté de la vie à cette période tient essentiellement de l'incapacité à se fournir un approvisionnement correct en nourriture. La production s'étant effondrée, un rationnement sera alors mis en place pour les produits de première nécessité, et ensuite pour tout le

reste. Les Français sont donc faibles, car mal nourris, et deviennent la proie facile de la tuberculose. Mais la rareté des produits entraîne également des trafics de toute sorte ; certains parviennent ainsi à s'enrichir sur les marchés noirs.



Les Français quittent la ville, en 1940.

Ce sont finalement les paysans qui souffrent le moins de cette situation car ils continuent à consommer ce qu'ils produisent, et ne dépendent pas des magasins. La fin de la guerre ne signe malgré tout pas la fin de la faim. Le peuple se révoltera après la guerre, période marquée par de grandes grèves contre la faim.

l'union

Organe du Comité départemental de la Libération Nationale

41, rue de la République
Nantes - Téléphone 282.1 - 282.2

500.000 exemplaires
N. 110 de la République 101 112.50.00

« LE RESPECT DES TRAITÉS SERA SACRÉ
POUR NOUS », déclare le ministre des
Affaires étrangères de Reich.

ENCORE UN QUI A LA MÉMOIRE COURTE...

L'ALLEMAGNE A CAPITULÉ

C'est à Reims que la signature de la reddition a eu lieu lundi à 2 h. 41

Les forces allemandes de Norvège // Breslau s'est rendu étaient hors de cause // avec 40.000 prisonniers

Un tel événement ne s'est jamais produit en France depuis la chute de Napoléon. C'est à Reims, dans la cathédrale, que le 7 mai 1945, à 2 heures 41, les représentants de l'Allemagne nazie ont signé l'acte de reddition sans conditions à l'Armée rouge et à l'Armée française. Cette signature marque la fin de la domination allemande sur le territoire français. Les forces allemandes de Norvège étaient hors de cause. Breslau s'est rendu avec 40.000 prisonniers.



Le commandant en chef des forces allemandes en Tchécoslovaquie ne reconnaît pas la capitulation. Il a déclaré qu'il n'a pas signé l'acte de reddition et qu'il continuera à combattre.

La victoire sera proclamée aujourd'hui. Le général de Gaulle, président de la République, a déclaré que la France était libre et que la République française était rétablie. Les forces allemandes de Norvège étaient hors de cause. Breslau s'est rendu avec 40.000 prisonniers.

Renouer avec la vie

Progressivement, la France va aller mieux. Son économie reprend, et les Français vont profiter de cette nouvelle période d'accalmie.

Les Françaises accouchent en masse

La fin de la guerre permet aux femmes de retrouver leur mari et aux célibataires de s'empresser de se marier. Cela entraîne une explosion du nombre des naissances jusque dans les années 1960 : c'est le baby-boom. 800 000 enfants naissent ainsi entre 1945 et 1965, ouvrant la voie à un nouveau marché pour les entreprises, celui des nourrissons.

Les publicités destinées à ces nouvelles mères voient le jour et séduisent de plus en plus de femmes ; le bébé acquiert une place importante dans la famille. Mais l'explosion des naissances a des conséquences sur la politique du gouvernement. Celui-ci les encourage largement en versant des allocations de plus en plus importantes en fonction du nombre d'enfants. La Sécurité sociale permet également aux femmes enceintes d'être prises en charge en cas de problème médical. Mais ces problèmes sont déjà atténués par le confort de la vie quotidienne.

Le baby-boom fait exploser le nombre d'enfants scolarisés, et le nombre d'établissements scolaires doit augmenter. Les logements deviennent également insuffisants.



Baby boom.

Les Français veulent vivre bien

Le manque de logements s'accroît avec l'arrivée des baby-boomers. 40% des logements urbains sont surpeuplés et des milliers de personnes vivent dans des bidonvilles. La situation est dramatique : en 1959, 40% des logements n'ont pas l'eau courante. De grands travaux sont donc annoncés. La France se lance alors dans la construction immobilière de grande ampleur ; les grands ensembles voient le jour. Sur le modèle de l'architecte Le Corbusier, qui imagine un immeuble village, avec des rues, des jeux, des magasins, des salles de sport, des immeubles sont construits sans respecter ces prescriptions. On limite les coûts des travaux en utilisant des matériaux peu résistants, peu isolants. Mais au premier abord, les habitants se plaisent dans ce qu'ils considèrent des villages vacances. Progressivement, ils vont s'y ennuyer (car contrairement aux aspirations de Le Corbusier, l'immeuble

n'est pas animé), et parfois voir leur appartement tomber en ruine.
L'indifférence des pouvoirs publics créera finalement les problèmes des banlieues.



Moderniser sa vie

Les salaires des Français augmentent de plus en plus, alors que les prix des biens de consommations diminuent de jours en jours. Le terrain était donc favorable à la consommation de masse, et de ce fait à la modernisation rapide du pays.

Consommer en masse

Alors que la plupart des pays occidentaux consomment déjà en masse et que la plupart des habitants vit dans des logements modernes, la France est bien loin derrière ces pays lorsque la guerre prend fin. Mais l'aide des Etats-Unis (Plan Marshall) destinée à reconstruire une Europe à leur image va permettre d'imposer durablement leur système économique. Les Français vont alors se mettre à consommer. Les cuisines s'équipent, l'acquisition d'une voiture devient une banalité (avant cela, les ouvriers ne pouvaient espérer qu'acheter un vélomoteur au bout de dizaines années de travail), et l'accès à la télévision une évidence. Les médias jouent un rôle important dans ce phénomène en l'entretenant : c'est ainsi qu'une culture de masse prend forme, et avec elle un mimétisme de consommation. Les jeunes participent largement à cette culture, en sacralisant celle qui vient des Etats-Unis. C'est l'époque de stars américaines (James Dean...). La chanson yéyé devient à la mode, la minijupe également. La France se porte bien ; le pays évolue, il se modernise et se économiquement très bien. Les Français profitent de cette période faste, et partent de plus en plus vacances. C'est la fin de la vieille France.

Quitter les champs

L'attrait des jeunes pour la ville est sans précédent ; attirés par la culture de consommation qui vient des villes, ils désertent rapidement la vie paysanne. Pourtant, la modernisation touche aussi le monde rural, qui se mécanise. Mais le paysan ne s'émancipe pas pour autant : après avoir été soumis aux

seigneurs durant l'Ancien Régime, puis aux bourgeois après la Révolution, ils se soumettent désormais aux banques (selon Fernand Braudel) car ils doivent suivre les lois du marché pour vivre. Et, même si les revenus des paysans augmentent, ces derniers ne consomment pas davantage, et ne se cultivent pas autant que le reste des Français ; cela creuse le fossé entre les catégories sociales, et repousse les jeunes vers les villes.

Les transformations du XXe siècle

La **Révolution industrielle** au XIX^e siècle et les nombreuses inventions qui l'accompagnèrent ont profondément changé le mode de vie des français et l'économie du pays.

Ce développement s'est poursuivi et accéléré au XX^e siècle, notamment après la Seconde Guerre mondiale.

1. Le XIXe siècle : un siècle d'innovations

Au XIX^e siècle, les **progrès scientifiques et techniques** ont été considérables. De nombreuses **inventions** ont vu le jour.

C'est le cas dans les **moyens de transports** avec notamment le **chemin de fer** et les **moyens de communication** avec la **radio** ou le **téléphone**.

De **nouvelles machines** (machine à vapeur) et de **nouvelles sources d'énergie** (utilisation de l'électricité vers la fin du siècle) ont également permis l'industrialisation du pays.

Les **recherches scientifiques** et la **médecine** progressent avec par exemple la mise au point de la **vaccination** par **Pasteur** ou la **radioactivité** par **Marie Curie**. Toutes ces inventions ont transformé et amélioré les conditions de vie des français.

2. Les trente glorieuses

Au **XX^e siècle**, les progrès ont continué notamment dans la seconde partie du **XX^e siècle**. Après la Seconde Guerre mondiale, la France connaît une période de **forte croissance**.

Cette période qui durera une **trentaine d'années** est appelée « **Les trente glorieuses** ». On assiste alors à de grandes transformations dans la société française.

Au cours de cette période le **niveau de vie des français s'élève**. De nouveaux produits sont mis à disposition des familles et améliore leur quotidien.

C'est le cas d'équipements comme le réfrigérateur, la machine à laver... qui allègent les tâches ménagères.

Les français consacrent plus de temps aux **loisirs** : ils partent en vacances grâce aux **congés payés**. Le cinéma, la pratique du sport se développent.

La **télévision** apparaît dans les foyers...

Les **moyens de communication** se développent et deviennent également accessibles : téléphone, automobile...

Tous ces progrès entraînent des **modifications dans la société**, dans la manière de vivre des français. Les **femmes** sont de plus en plus nombreuses à **travailler**.

Avec la multiplication des machines, le nombre d'agriculteurs et ouvriers diminue. Les progrès dans le domaine des sciences et de la médecine sont spectaculaires. **L'espérance de vie des français augmente** considérablement.

3. La mondialisation

Le **développement** des **technologies de communication** et de **l'information** s'est fortement accéléré à la fin du XX^e siècle et a accentué la « **mondialisation** ».

En effet, les **échanges commerciaux**, les **échanges de produits industrialisés**, les **échanges d'informations**... ne se limitent plus à la France ou l'Europe. Ils se sont multipliés et se font **à travers le monde entier**.

Le développement de **l'informatique**, puis **d'Internet** a été une véritable révolution dans les modes de communication et a **accentué cette mondialisation**. Cette technologie permet d'échanger très rapidement avec d'autres personnes à tout moment et à tout endroit du monde.

Cette technologie est également **accessible à un nombre croissant de foyers** qui s'est équipé d'un ordinateur. Les modes de transports comme **l'avion** se sont également développés et sont maintenant devenus plus accessibles ce qui contribue à la circulation des hommes à travers le monde.

L'immigration et la société française au 20e siècle

Dès la seconde moitié du 19^e siècle, la France devient un **pays d'immigration**. Le cap du million d'étrangers est franchi en 1881 et le pays devient, dans les années 1920, l'une des principales terres d'accueil à l'échelle mondiale.

1. Un pays qui s'affirme comme une terre d'immigration (1914-1975)

a. Les explications

Dès le début du 20^e siècle, la France subit une **stagnation de l'évolution de sa population** : on manque de bras dans les campagnes comme dans les villes. Les besoins des jeunes actifs sont encore plus marqués dans les années 1920 : le pays a perdu après la guerre près de 10 % de sa population active dans l'agriculture et près de 9 % dans le secteur industriel. Or les besoins liés à la reconstruction, à la croissance sont nombreux.

Pour répondre à ces besoins, les entrepreneurs s'appuient sur des centres de recrutement comme la SGI, la Société générale d'immigration. Mais à partir de 1914, c'est avant tout l'État qui va se charger du recrutement de la main d'œuvre étrangère. En 1931, avec près de trois millions d'étrangers, on atteint une population qui ne sera jamais dépassée ensuite (en rapport avec le chiffre de la population totale). Ces étrangers représentent alors 7 % de la population totale.

La période de **forte croissance des Trente Glorieuses** après la Seconde Guerre mondiale explique également l'amorce d'un nouveau cycle d'arrivées. Les besoins en main d'œuvre font grimper le nombre d'arrivées à 3,4 millions en 1975.

Les raisons de l'immigration sont aussi politiques. La France représente dans l'héritage de la Révolution une terre d'asile pour les populations victimes de dictatures. Les exilés politiques sont des Arméniens ayant échappé au génocide turc en 1915, des

Italiens antifascistes, des Allemands fuyant le nazisme. Dans le contexte de guerre froide, à partir de 1947, la France reçoit aussi des exilés venant des pays communistes.

b. Les origines des étrangers

Au début du siècle, l'immigration provient essentiellement des pays proches. La main d'œuvre est recrutée en Italie (900 000 Italiens au début des années 1930 : ils représentent le contingent le plus important), en Belgique, en Espagne ou en Suisse. Les Polonais sont aussi très présents en particulier dans les mines du Nord de la France.

Les **années 1960** constituent un tournant important car dès lors **les sources du recrutement se diversifient**. L'origine européenne des flux demeure, comme celle des pays méditerranéens tels l'Espagne et le Portugal en particulier. Cependant l'immigration en provenance du Maghreb explose. Celle-ci s'est accélérée avec la **décolonisation** et les liens privilégiés qui se nouent entre les anciennes colonies et l'ex-métropole. Les Marocains, les Tunisiens arrivent plus massivement, de même que les Algériens après la fin de la guerre (1954-1962). À partir du milieu des années 1960, c'est une immigration en provenance d'Afrique sub-saharienne qui débute mais elle reste faible sur cette période.



Doc. Émigration espagnole en Europe : des familles espagnoles s'apprêtant à partir vers la France

c. Une période particulière : la crise des années 1930 et le régime de Vichy

Dans cette longue période d'ouverture du pays aux flux d'immigration, il convient cependant de souligner certaines périodes où l'immigration est ralentie.

La crise économique vécue à partir des années 30 oblige l'État à limiter les arrivées : la loi de 1932 met en place un contingent par profession. En 1934, la possibilité de renouveler les cartes d'identité est restreinte, ce qui rend difficile l'accès au travail. La clandestinité est également sévèrement réprimée. Le milieu des années 1930 est marqué par un retour de la **xénophobie**, la haine de l'étranger. On compte en 1936 20 % d'étrangers en moins sur le territoire national.

Durant la guerre, l'occupation a pour effet de stopper les flux d'immigration. **Le régime de Vichy s'engage dans une politique de repli sur le territoire** : l'étranger, à partir de la loi du 27 septembre 1940 est soumis à une stricte surveillance. Il n'a plus le droit à la libre circulation sur le territoire et ne bénéficie pas de la législation du travail. La loi du 4 octobre 1940 vise enfin les « ressortissants étrangers de race juive ». Cette loi antisémite permet de les interner dans des camps spéciaux par décision du préfet.

2. La fin des Trente Glorieuses : l'amorce d'une crise de l'immigration

À partir de 1974, des effets du premier choc pétrolier et de l'entrée dans la crise, la France s'engage dans une **politique stricte de contrôle des flux migratoires**. Pour les populations issues de l'immigration, l'augmentation progressive du chômage rend également plus difficile les chances d'intégration.

a. Les effets de la crise sur l'immigration : des flux ralentis mais non stoppés

Dès juillet 1974, les pouvoirs publics décident de suspendre l'immigration de travailleurs. La population active étrangère baisse sensiblement à partir de cette date. Entre 1975 et 1982, la part des étrangers parmi les actifs passe de 7,2 % à 6,6 %. Le septennat de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981) marque un contrôle plus systématique des entrées sur le territoire et des séjours. Les retours volontaires dans les pays d'origine sont par ailleurs encouragés. En 1977, une prime de retour de 10 000 francs est accordée : « **le million Stoléru** » du nom du secrétaire d'État auprès du Ministre du travail. Seuls les étrangers concernés par le regroupement familial et les réfugiés politiques sont autorisés à s'installer.

Désormais, **la crise et le développement du chômage ne permettent plus le recours à une immigration de masse**. Cependant, le vieillissement de la population conjuguée avec les besoins en main d'œuvre de certains secteurs (bâtiments, travaux publics ou hôtellerie) poussent les pouvoirs publics à recourir à une immigration contrôlée.

Les années 1980 et le premier septennat de François Mitterrand marquent le retour à un **assouplissement** législatif. En 1982, le nombre d'étrangers atteint 3,6 millions de personnes.

Cependant cet assouplissement cède le pas à partir des années 90 à une série de lois plus restrictives. Celles-ci illustrent également le rapport difficile que le pays entretient désormais avec l'immigration. En 1993, le **code de la nationalité** est voté : les enfants nés en France de parents étrangers doivent faire la demande de naturalisation entre 16 et 21 ans.

b. Une diversification géographique des flux

Le continent africain s'impose à la fin du siècle comme **le principal pourvoyeur d'étrangers**. Ces nationalités se diversifient et dépassent désormais le simple cadre de l'empire colonial : c'est le cas du Zaïre, du Ghana ou encore de l'Angola.

L'Asie contribue également à l'élargissement du cadre géographique. Elle représente le seul continent dont le pourcentage d'étrangers continue à augmenter après 1990. **Plus**

d'une centaine de nationalités sont désormais présentes sur le territoire, mais le pourcentage d'étrangers est toujours resté inférieur à celui de 1982.

c. La question de l'intégration

Les difficultés d'accès au marché du travail sont à l'origine, à partir de la crise, de **problèmes plus larges d'intégration à la société**.

Elles s'illustrent par les problèmes d'**accès au logement**. Durant les Trente Glorieuses, les populations étrangères se sont souvent logées en périphéries des villes, dans les banlieues aux collectifs qui présentaient encore une mixité sociale. La crise empêche ces populations d'accéder à la propriété et d'acheter un pavillon individuel hors de ces quartiers. Une **ghettoïsation** de certaines banlieues se développe dans les années 1980.

L'illustration des problèmes d'intégration apparaît aussi avec les **difficultés pour ces populations à bénéficier d'une ascension sociale**. La part des jeunes immigrés ou nés de parents immigrés sortant du système éducatif sans diplôme est de 31 % aujourd'hui contre 14 % pour des jeunes nés de parents d'origine française. Ceux qui accèdent à un diplôme bac+2 ou +3 sont presque 2 fois moins nombreux.

La place des femmes dans la vie politique et sociale de la France au 20^e siècle

Le 20^e siècle marque d'indéniables progrès quant à la place des femmes dans la société française. Les acquis en termes d'émancipation ont été nombreux. Deux grands combats ont été menés et témoignent de ces progrès : dans les domaines du travail et de la vie politique, les conquêtes de nouveaux droits ont garanti l'émancipation.

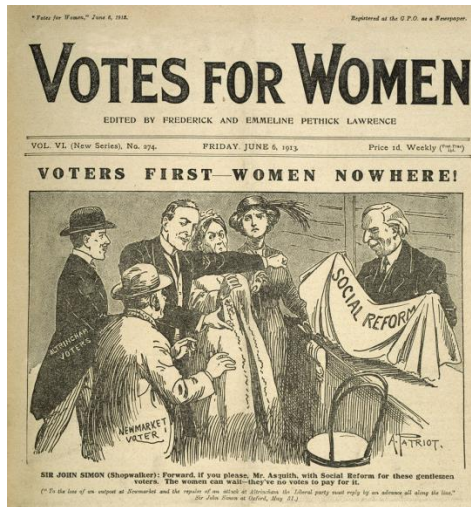
Cependant, les inégalités demeurent nombreuses par rapport aux hommes et les acquis ont besoin d'être défendus.

1. La place des femmes dans la vie politique

a. Des femmes longtemps exclues

Malgré les conquêtes révolutionnaires, les femmes restent largement exclues de la représentation démocratique au 19^e et au début du 20^e siècles. En 1848, **le suffrage universel** est instauré mais il reste masculin. Le **mouvement suffragiste**, mouvement féministe qui lutte à la veille de la Première Guerre mondiale, ne parvient pas à faire évoluer la situation malgré ses coups d'éclat. On reste encore dans une vision où l'espace public reste une affaire d'hommes, que les femmes ne peuvent pas comprendre les enjeux politiques.

La France est finalement l'un des derniers pays en Europe à accorder le droit de vote aux femmes. Il est discuté et voté à une large majorité par les députés en mai 1919 mais la décision est bloquée par le Sénat. On s'inquiète que le vote féminin puisse être influencé par l'Église et que la République soit en danger.



Doc. 1. Le droit de vote est accordé aux femmes au Royaume-Uni



Doc. 2. « Les femmes veulent voter ! » - Affiche de l'Union Française pour le Suffrage des Femmes, vers 1920

La période de l'Entre-deux-guerres connaît de nouvelles mobilisations des associations suffragistes dont l'**Union française pour le suffrage des femmes** qui compte près de 100 000 membres dans les années 1930.

Malgré le geste symbolique de Léon Blum qui nomme trois femmes sous-secrétaires d'État dans son gouvernement du Front populaire, la situation évolue peu.

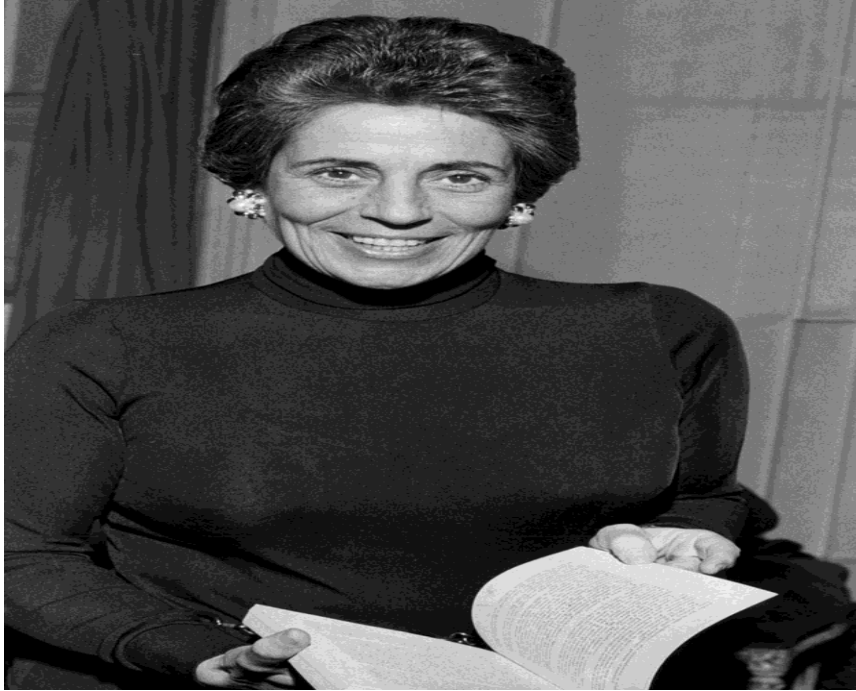
Il faut attendre l'ordonnance du 21 avril 1944 pour que soit accordé le droit de vote aux Françaises. C'est pour la France libre de De Gaulle une décision qui doit contribuer à se faire accepter dans le camp des Alliés. **Le premier vote est organisé un an plus tard, en avril 1945 lors des élections municipales** et au mois d'octobre suivant pour les élections législatives. Le préambule de la Constitution de 1946 affirme enfin que « la loi garantit à la femme, dans tous les domaines des droit égaux à ceux des hommes ».

b. Des progrès qui demeurent fragiles

Une deuxième période d'émancipation débute après la Seconde Guerre mondiale. Les femmes accèdent aux assemblées élues mais en faible proportion : elles sont 33 à entrer à l'Assemblée nationale en 1945, soit 5,6 % des députés. On retrouve le même chiffre au début des années 1990, preuve de la difficile intégration des femmes dans la représentation nationale. Elles restent peu représentées dans la vie politique depuis 1945.

On compte très peu de femmes dans les gouvernements de la IV^e République. La première femme nommée ministre, **Germaine Poinso-Chapuis**, est une députée des Bouches-du-Rhône, nommée ministre de la Santé dans le gouvernement de Robert Schuman en 1947. La sous-représentation des femmes dure sous la V^e République jusqu'au début des années 1970.

La crise de mai 1968 entraîne de réels changements. Ainsi, en 1974, Valéry Giscard d'Estaing crée le **secrétariat d'État à la condition féminine** qui est confié à **Françoise Giroud**. Mais la présence des femmes dans les assemblées élues demeure faible à la fin des années 1980. Se pose alors la question de forcer par la loi cette féminisation de la vie politique.



Doc. 3. La secrétaire d'État à la condition féminine Françoise Giroud

c. La parité hommes-femmes : un nouveau combat

Le débat sur la parité se développe à partir de 1992 et devient un des thèmes de la campagne pour les élections présidentielles de 1995. Plus d'un demi-siècle après **l'obtention par les femmes du droit de vote**, l'opinion publique et les associations féminines n'acceptent pas que les assemblées élues soient composées à 90 % d'hommes.

Une loi est donc promulguée le 6 juin 2000. Elle instaure la parité, c'est-à-dire qu'elle contraint les partis politiques à compter parmi leurs candidats la moitié de femmes pour les élections municipales, régionales, européennes et sénatoriales. L'application de cette loi reste difficile et la sous-représentation féminine dans la vie politique demeure : l'Assemblée nationale ne compte que 18 % de femmes après les législatives de 2007. Seules deux femmes sont à la tête d'une présidence de région (sur 27 régions) et six dirigent un conseil général (sur 101).

2. La place des femmes dans le monde du travail

a. Une émancipation récente

Depuis le début du 19^e siècle et le code napoléonien, la femme est longtemps restée dépendante de son mari. Selon le **Code civil de 1804**, elle ne pouvait disposer de ses biens, ni étudier, travailler ou utiliser son salaire sans l'autorisation de son mari. La femme est considérée avant tout comme une mère de famille soumise.

Avec la révolution industrielle et le développement économique du début du 20^e siècle, l'emploi salarié féminin se développe, d'abord dans **le secteur industriel**, puis à partir des années 1930, dans le secteur tertiaire.



Doc. 4. Des ouvrières dans une usine de production de chocolat

Deux types de facteurs vont expliquer l'accès plus large au marché de l'emploi.

Le premier facteur est lié aux **besoins conjoncturels** : il s'agit des conflits mondiaux qui nécessitent de recourir à la main d'œuvre pour alimenter l'économie de guerre, ou des périodes de croissance, sources de besoins en emplois. **Les Trente**

Glorieuses entre 1945 et 1975 voient se multiplier les créations d'emplois féminins.

Enfin, le deuxième facteur explicatif est lié à **l'évolution des mentalités et du cadre législatif**. À partir des années 1960, l'évolution des mœurs, accompagnée par l'action des mouvements féministes, contribuent à l'émancipation des femmes. Le **MLF**,

mouvement de libération des femmes, œuvre à partir de 1970 pour faire changer l'image de mère et d'épouse de la femme.

Le rôle du législateur est également essentiel. Dès le début du 20^e siècle, des lois importantes sont votées pour faciliter l'émancipation. Dès 1907, les femmes peuvent disposer librement de leur salaire et deux ans plus tard, en 1909, le congé maternité est institué sans rupture de contrat. La loi cherche avant tout à instituer une égalité qui culturellement tarde à être appliquée dans les faits.

b. Des inégalités persistantes

La conquête par les femmes du marché du travail masque néanmoins la persistance de profondes inégalités.

Celles-ci touchent avant tout le type d'emploi auquel les femmes ont accès. **Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, il s'agit d'emplois majoritairement sous-qualifiés**, puis en parallèle de l'élévation du niveau scolaire, la qualification s'améliore mais certains types d'emplois restent sous-représentés. C'est particulièrement le cas pour les emplois d'encadrement ou d'exercice d'une autorité.

On ne retrouve ainsi que 10 % de femmes dans l'armée de terre et elles ne représentent que 5 % des officiers supérieurs. Il en va de même dans la police nationale, créée en 1966. On décide d'ouvrir le concours aux femmes dès 1968 pour les officiers de police adjoint mais la fonction reste encore fermée. Le concours de gardien de la paix n'est accessible, lui, qu'à partir de 1978. Jusqu'à cette date on insiste sur le fait qu'il s'agit toujours d' « un métier d'homme ».

Les inégalités sont criantes dans le monde de l'entreprise : les postes de dirigeants sont avant tout réservés aux hommes. Seules 27 % des chefs d'entreprises sont des femmes et il s'agit surtout de petites entreprises créées par ces mêmes femmes.

Les inégalités apparaissent enfin dans le domaine des salaires. Au début du siècle, le manque de qualification, la faible syndicalisation des femmes expliquaient

l'écart de salaire. Mais on s'aperçoit qu'aujourd'hui encore, l'écart est substantiel, en particulier pour les cadres et les ouvriers. Pour un cadre masculin par exemple, le salaire net annuel moyen est de 42 000 € contre 32 000 € pour une femme. À compétences égales, la femme est bien souvent sous-payée. L'écart entre le salaire moyen féminin et son équivalent masculin est de plus de 23 % dans les années 1990 et il ne se réduit que très lentement.

Malgré la volonté du législateur qui ne cesse d'affirmer le principe d'égalité, **la société française demeure lente à se réformer**. De nombreux pays européens accordent une place plus enviable aux femmes et c'est peut-être par le biais de la législation européenne que ces écarts se réduiront plus facilement.

L'industrialisation et ses conséquences

La révolution industrielle consiste en la transformation du mode de vie basée sur l'agriculture et le partage en une société fonctionnant avec un système de production mécanisé. Le monde a connu quatre révolutions industrielles. La première a eu lieu à la fin du XVIIIe siècle. Elle a vu la naissance de la machine à vapeur et de nombreuses industries du textile et de la métallurgie. La seconde révolution industrielle a eu lieu vers la fin du XIXe siècle et a été particulièrement marquée par l'extraction du pétrole et du gaz, l'invention de l'électricité et du moteur à explosion et l'évolution des moyens de communication. Survenue en 1970, la troisième révolution industrielle désigne la période liée à la naissance de l'informatique et de l'énergie nucléaire. Enfin, la dernière révolution industrielle concerne la numérisation des informations et l'interconnectivité des appareils.

La Révolution Industrielle est une période clé dans l'histoire de l'humanité qui a radicalement modifié notre façon de vivre, de travailler et de communiquer. Cette ère de transformation rapide et de progrès technologique, qui a débuté à la fin du XVIIIe siècle en Angleterre avant de se propager à travers le monde, a inauguré une nouvelle ère d'innovation et de changement social sans précédent.

Au cours de cette période, l'émergence de nouvelles technologies comme la machine à vapeur, le chemin de fer, le télégraphe et plus tard l'électricité et le moteur à combustion interne, a profondément remodelé l'économie mondiale et l'organisation de nos sociétés. En même temps, l'industrialisation a apporté de nombreux défis, parmi lesquels des conditions de travail souvent difficiles pour les ouvriers et des problèmes environnementaux majeurs.

Dans cette analyse détaillée, nous explorerons les différentes facettes de la Révolution Industrielle, depuis les innovations majeures qui ont stimulé le progrès, jusqu'à la condition ouvrière pendant cette période de bouleversement.

Le contexte de la révolution industrielle

La Révolution industrielle, une période de transformations profondes et rapides qui a bouleversé l'humanité à partir de la fin du XVIIIe siècle, marque le point de départ de notre monde moderne. Originaires du Royaume-Uni, cette révolution s'est ensuite propagée à travers l'Europe, puis dans le reste du monde, remodelant en profondeur les paysages économiques et sociaux.

Début de l'industrialisation : Angleterre et Europe au XVIIIe siècle

L'Angleterre, à la fin du XVIII^e siècle, est le berceau de la Révolution industrielle. Le pays était alors un carrefour économique et commercial majeur, favorisé par la stabilité politique, un climat d'innovation et une population croissante. Cette dynamique a permis l'émergence de nouvelles techniques et technologies, notamment dans les secteurs du textile, du charbon et de la métallurgie.

L'industrialisation s'est ensuite étendue au reste de l'Europe, avec la France, la Belgique et l'Allemagne comme principaux acteurs. Chacun de ces pays a apporté ses propres innovations et approches, contribuant à façonner le visage de l'industrie moderne.

Début de l'industrialisation en Europe

Le commerce international

Le rôle du commerce international et de la colonisation

Le commerce international et la colonisation ont joué un rôle clé dans l'essor de la Révolution industrielle. Le commerce international a permis l'accès à des marchés étrangers et a stimulé la demande de biens manufacturés. Les colonies, en particulier celles de l'Empire britannique, ont fourni les matières premières nécessaires pour alimenter les usines de la métropole, comme le coton pour l'industrie textile.

Machine à vapeur, métier à tisser mécanique, et chemin de fer

Plusieurs innovations technologiques ont été le moteur de la Révolution industrielle. La machine à vapeur, inventée par James Watt, a permis d'augmenter la productivité des usines et de développer les chemins de fer, bouleversant ainsi les modes de transport. Le métier à tisser mécanique a révolutionné l'industrie textile, multipliant la production et réduisant les coûts. Le chemin de fer, quant à lui, a facilité le transport de marchandises et de personnes sur de longues distances, stimulant le commerce et l'urbanisation.



Machine à vapeur

Les innovations majeures et leurs impacts

Le développement des usines modernes

L'apparition des usines modernes est l'un des aspects les plus emblématiques de la révolution industrielle. Les premières usines étaient des bâtiments de grande taille conçus pour abriter de grandes machines et un grand nombre d'ouvriers. Le travail était organisé de manière séquentielle, avec différents travailleurs ou groupes de travailleurs effectuant des tâches spécifiques. Cela a permis une production en masse et une standardisation des produits, conduisant à une augmentation dramatique de la productivité. Cependant, il a également conduit à des conditions de travail difficiles, avec des salaires bas, de longues heures et peu de protection pour les travailleurs.



Usines modernes

Le télégraphe et le téléphone

Les inventions du télégraphe et du téléphone ont révolutionné les communications, permettant une communication rapide sur de longues distances. Le télégraphe, en particulier, a permis aux informations de voyager beaucoup plus rapidement qu'auparavant, transformant les affaires, la politique et même les relations personnelles. Par exemple, l'information sur les marchés et les prix pourrait être transmise rapidement, permettant aux entreprises de réagir rapidement aux changements du marché.



Télégraphe

L'électricité et le moteur à combustion interne

L'électricité et le moteur à combustion interne ont tous deux eu un impact profond sur l'industrie et les transports. L'électricité a permis de nouvelles formes d'éclairage, de chauffage et de moteurs, et a conduit à l'invention de nouvelles machines et technologies. Le moteur à combustion interne, quant à lui, a permis le développement de l'automobile et de l'avion, révolutionnant le transport.

La condition ouvrière pendant la révolution industrielle

Exploitation et conditions de travail pénibles

L'une des conséquences marquantes de la révolution industrielle a été l'émergence d'une nouvelle classe ouvrière. Cette transformation de la population rurale en ouvriers industriels a créé une énorme main-d'œuvre disponible pour les usines. Cependant, les conditions de vie et de travail de ces ouvriers étaient loin d'être idéales.

Les usines étaient souvent surpeuplées, dangereuses et insalubres. Les accidents de travail étaient fréquents et les maladies professionnelles courantes. Les salaires étaient bas, ce qui a mené à l'exploitation des ouvriers, contraints de travailler de longues heures pour subvenir à leurs besoins. Les droits des travailleurs étaient presque inexistantes et la pauvreté et les inégalités sociales se sont accentuées.

Le travail des enfants et les horaires de travail longs

Le travail des enfants était couramment pratiqué pendant la révolution industrielle. Les enfants étaient considérés comme une main-d'œuvre bon marché et étaient souvent employés dans des conditions extrêmement dures et dangereuses. De plus, ils travaillaient de longues heures, parfois jusqu'à 16 heures par jour, dans des usines, des mines et des ateliers.

Ces longues heures de travail n'étaient pas réservées uniquement aux enfants. Les adultes aussi travaillaient souvent de 12 à 16 heures par jour, six jours par semaine. Les pauses étaient rares et les congés inexistantes. Cette situation a provoqué l'épuisement et l'affaiblissement des ouvriers, exacerbant les problèmes de santé et les accidents du travail.

Horaire de travail long

Naissance du mouvement ouvrier et des syndicats

Face à ces conditions de travail pénibles et à l'exploitation généralisée, un mouvement ouvrier a commencé à émerger. Les travailleurs ont commencé à se regrouper pour défendre leurs droits et améliorer leurs conditions de vie et de travail. C'est dans ce contexte qu'ont vu le jour les premiers syndicats.

Ces organisations ont lutté pour de meilleurs salaires, des horaires de travail plus courts et de meilleures conditions de travail. Malgré la répression et les obstacles, le mouvement ouvrier a gagné en force et a joué un rôle crucial dans l'instauration de lois du travail plus justes et l'obtention de droits pour les travailleurs.

Cependant, malgré ces avancées, la lutte pour les droits des travailleurs reste un enjeu majeur jusqu'à aujourd'hui, en particulier dans les pays en développement où les conditions de travail peuvent parfois rappeler celles de la révolution industrielle.

L'héritage de la révolution industrielle

La révolution industrielle dans le monde : Belgique, Allemagne, Japon, et au-delà

Si la révolution industrielle a commencé en Angleterre, elle s'est rapidement étendue à d'autres régions du monde. En Belgique et en Allemagne, des progrès significatifs ont été réalisés en termes d'industrialisation. La Belgique a été le deuxième pays à suivre l'Angleterre dans ce processus, grâce à son abondance en charbon et à sa main-d'œuvre qualifiée. L'Allemagne, quant à elle, a connu une croissance industrielle spectaculaire, en particulier dans les secteurs de l'acier, du charbon et de la chimie.

Au Japon, la révolution industrielle a marqué le passage d'une économie féodale à une économie industrielle moderne, connue sous le nom de « Restauration Meiji ». Cette période a vu une industrialisation rapide, avec le développement de chemins de fer,

d'usines et de mines. Cela a conduit à une transformation profonde de la société japonaise, marquée par l'urbanisation et l'émergence d'une classe ouvrière.

L'influence sur le capitalisme et l'économie mondiale

La révolution industrielle a joué un rôle essentiel dans la formation du capitalisme moderne. La production de masse a permis l'essor du libre-échange, augmentant les flux commerciaux entre les nations et favorisant la mondialisation. L'accumulation de capital, une caractéristique clé du capitalisme, a été facilitée par l'industrialisation et l'augmentation de la productivité.

De plus, l'essor du secteur industriel a conduit à la création de marchés financiers pour soutenir le développement des entreprises. Cela a conduit à l'émergence de concepts économiques modernes tels que le crédit, l'investissement et la spéculation.

Le rôle de la révolution industrielle dans la société moderne

L'impact de la révolution industrielle est encore perceptible aujourd'hui. Elle a posé les bases de la société moderne, du travail à la consommation, de l'urbanisation à l'éducation. Elle a entraîné une explosion démographique et une urbanisation rapide, changeant profondément la structure de nos sociétés.

La révolution industrielle a également ouvert la voie à des avancées technologiques continues. Beaucoup des inventions qui ont vu le jour lors de cette révolution ont été perfectionnées au fil du temps, aboutissant à la technologie que nous connaissons et utilisons aujourd'hui. Enfin, la révolution industrielle a contribué à façonner le paysage politique moderne, avec l'émergence du mouvement ouvrier et le développement des premiers mouvements de protection sociale.

Cependant, il convient de souligner que la révolution industrielle a également laissé un héritage de défis environnementaux, tels que la pollution de l'air et l'épuisement des ressources naturelles, qui sont encore d'actualité aujourd'hui.

La Révolution Industrielle a véritablement façonné le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui. De l'introduction des usines modernes aux innovations technologiques qui ont changé la manière dont nous communiquons et nous déplaçons, ce moment historique a été déterminant.

Cependant, en dépit de ses avantages indéniables, il est important de ne pas oublier les coûts humains et environnementaux associés à cette période de transformation rapide. Les conditions de travail pénibles, l'exploitation des ouvriers, et l'impact environnemental de l'industrialisation massive sont des aspects de cet héritage qui continuent de résonner à travers les siècles.

En définitive, étudier la Révolution Industrielle nous offre l'opportunité de réfléchir à l'impact à long terme de l'innovation et du progrès. Il est essentiel que nous tirions des leçons de cette époque pour naviguer dans notre propre ère d'innovation rapide, et pour nous assurer que le progrès d'aujourd'hui ne se fait pas au détriment de demain.

L'industrialisation et l'accélération des transformations économiques et sociales en France

Pendant le second Empire, la société française connaît d'importantes mutations. L'industrialisation, favorisée par le gouvernement, s'accompagne de la construction d'importantes infrastructures et d'une révolution du commerce. Ces éléments sont pris en compte par l'État, mais les réponses ne suffisent pas à empêcher l'émergence de nouvelles forces sociales et politiques. Quoi qu'il en soit, le second Empire apparaît comme une des étapes importantes pour la croissance économique de la France et son entrée dans une économie contemporaine. L'empereur a mis en œuvre à la fois des mesures économiques libérales et une législation sociale d'inspiration saint-simonienne.

I. Une période d'essor économique

Le second Empire bénéficie d'un contexte favorable. En effet, de 1848 à 1873, l'Europe connaît une importante croissance économique. À cette époque, la Grande-Bretagne est « l'usine du monde ». Un des objectifs de l'empereur est de la concurrencer en rattrapant le retard de la France dans le cadre de la première révolution industrielle.

1. De nouveaux modes de production

- Cette politique implique un renouvellement des modes de production et la constitution d'une industrie puissante, reposant sur des entreprises solides. **L'adoption de la machine à vapeur, la constitution d'usines à proximité des sites d'extraction du charbon et du fer révolutionnent la géographie de l'industrie française.** Outre la région parisienne, des centres de métallurgie et d'industrie de machines-outils émergent dans le nord de la France, en Lorraine, mais aussi dans des centres comme Le Creuzot, où la famille Schneider contribue à la naissance d'une ville centrée sur l'industrie.
- Les usines deviennent de plus en plus vastes, automatisées et nécessitant une main-d'œuvre importante. **Outre la métallurgie, le textile constitue**

la base de la croissance, notamment dans le Nord, dans les villes de Roubaix ou Tourcoing.

- **La production industrielle du pays augmente à peu près de 2 % par an**, sans toutefois réussir à rattraper celle de la Grande-Bretagne.

2. La révolution des transports

- Une véritable **révolution des transports** accompagne ce mouvement, permettant la circulation des produits des mines, des industries et des campagnes. La première ligne de chemin de fer avait ouvert en France en 1823 et un premier essor avait eu lieu sous la monarchie de Juillet. Depuis 1838, le réseau français est polarisé à Paris et organisé « en étoile ».

- C'est sur cette base qu'en 1859, sur proposition du duc de Morny, Napoléon III organise six grandes compagnies privées qui obtiennent chacune en concession une partie du réseau national. Dès lors, le réseau s'accroît notablement puisqu'il passe de 3 500 km en 1851 à près de 20 000 km en 1870. 110 millions de voyageurs et 45 millions de tonnes de marchandises circulent sur le réseau en 1869. Depuis 1854, l'empereur dispose d'un train personnel et sillonne le pays montrant ainsi combien il soutient cet aspect de la modernisation du pays.

- Le **réseau de canaux** est également complété, en Île-de-France et dans les pays miniers du Nord et de l'Est, permettant le transport des matériaux pondéreux. Des travaux importants sont réalisés dans **les ports**, comme dans le cas du bassin de la Joliette à Marseille, entrepris en 1844 mais achevé sous le second Empire. La mise en place d'un **réseau moderne de télégraphie** est également un des acquis du régime.

3. Le renouveau du commerce et de la finance

- Dans le domaine du commerce et de la finance, Napoléon III agit pour créer un contexte favorable. Afin de financer l'industrie et les transports, **le système bancaire est modernisé**. En 1852 sont créés le Crédit foncier et le Crédit agricole, grâce à des lois facilitant les rendements de l'épargne, le Crédit Lyonnais et le Crédit industriel et commercial le sont peu après. **La masse monétaire s'accroît fortement**, grâce à l'afflux d'or depuis la Californie, qui permet à la Banque de France d'augmenter son encaisse. **L'actionnariat est favorisé** par la loi instituant les sociétés par actions en 1856. Toutefois, cette politique conduit parfois à des

spéculations hasardeuses, comme le montre la faillite du Crédit mobilier en 1867.

- En matière de commerce international, le gouvernement fait le choix du **libéralisme**. Mettant fin au protectionnisme, pourtant souhaité par la plupart des patrons, Napoléon III signe en 1860 un accord de **libre-échange** avec la Grande-Bretagne, avant que d'autres ne soient conclus avec les autres États voisins de la France. Ceci stimule l'investissement dans les entreprises françaises, stimulées par la concurrence.
- Le commerce à destination du public est révolutionné par la naissance des **grands magasins**, proposant aux élites mais aussi à la moyenne bourgeoisie des temples du commerce, immenses édifices dans lesquels il est possible d'acquérir les meilleures productions textiles ou artisanales et industrielles. On peut citer le Bon Marché qui ouvre à Paris en 1852, fondé par Boucicaut, suivi par le Printemps en 1865, dirigé par Jaluzot.

II. Une période de mutations sociales

1. Anciennes et nouvelles élites

- Le second Empire est un régime qui tente de s'attacher, grâce au contexte de croissance économique, à la fois les anciennes et les nouvelles élites. L'ancienne aristocratie et la noblesse d'empire conservent un rôle important, mais on trouve également à la cour des familiers de l'empereur comme Morny ou Persigny.
- Dans les grandes villes, de nouvelles figures de grands patrons de banque ou d'industrie s'affirment toutefois. On peut citer comme exemple de ces réussites le cas des frères Pereire. Émile et Isaac Pereire constituent un groupement d'entreprises dans tous les secteurs dynamiques de l'économie : chemins de fer, banque, commerce. Ils contribuent à la fondation de nouvelles cités balnéaires, comme Arcachon et sa Ville d'Hiver, et à l'essor du thermalisme, mis à la mode par l'empereur lui-même, avec l'établissement thermal de Vichy.
- La petite et la moyenne bourgeoisie s'affirment de plus en plus, calquant ses goûts sur ceux des élites, mais dans la mesure de ses moyens.

2. Le monde rural et ses mutations

- Dans les campagnes, les mutations sont importantes. Le chemin de fer conduit à la spécialisation de certaines zones. En Île-de-France, le vignoble décline face à la possibilité de disposer de vins provenant d'autres régions. Il est peu à peu remplacé par les cultures de primeurs. Dans certaines régions peu fertiles, le gouvernement fait planter des forêts de pins destinées à la production de bois. C'est l'origine de la forêt des Landes, qui remplace des espaces marécageux.
- Les sociétés rurales restent marquées par le poids des notables. Le clergé et l'aristocratie, mais aussi les notables comme le médecin ou le notaire, ou encore les bourgeois disposant de maisons de

campagnes construites suivant le modèle des châteaux de l'Ancien Régime, contrôlent la société rurale et assurent le relai des décisions gouvernementales.

- Le décollage économique conduit également à l'apparition d'un premier exode rural, conduisant de jeunes ruraux à se faire embaucher comme ouvriers dans les villes et les jeunes rurales à s'y rendre pour devenir domestiques. Ils contribuent ainsi à l'urbanisation croissante du pays.

3. La grande mutation des villes

Le baron Haussmann en 1860



- **Ce sont les grandes villes qui connaissent les plus profondes mutations.** En cinq ans, de 1851 à 1856, Paris gagne plus de 100 000 habitants, passant de 1 050 000 habitants à 1 175 000. En 1853, Napoléon III nomme **Georges Eugène Haussmann** préfet de Paris. Il commence alors à mettre en œuvre un plan transformant Paris en ville moderne. En 1860, l'annexion des communes voisines permet d'accroître la surface de la ville et lui fait gagner 500 000 habitants de plus.

- Le préfet fait tracer de nouvelles artères dans les quartiers anciens pour les rendre plus salubres et faciliter les interventions des forces de l'ordre.

Les anciens monuments, comme Notre-Dame, sont dégagés par de vastes places. Dans les quartiers nouveaux, ces grandes voies préparent la croissance de la ville. De nouveaux monuments emblématiques sont entrepris, comme l'Opéra de Paris, œuvre de l'architecte Charles Garnier.

- Un réseau moderne d'égouts est créé, et deux vastes espaces boisés sont conservés pour servir de « poumons » à la capitale : le bois de Vincennes et

celui de Boulogne. D'autres villes de France connaissent des mutations comparables, comme à Lyon, grâce à des maires dynamiques souhaitant renouveler l'espace urbain. En 1855 et en 1867, des **expositions universelles** sont organisées dans la capitale, qui acquiert ainsi une renommée mondiale.

III. Le gouvernement face à la question sociale

Face à ces changements, de nouvelles questions sociales se posent. Le gouvernement ne parvient à y répondre que partiellement.

1. Les premières lois sociales

- Napoléon III est lié au mouvement du **socialisme saint-simonien**. Fondé au début du XIX^e siècle par Claude-Henri de Saint-Simon, il avait pour but d'améliorer la condition ouvrière en développant les solidarités et la fraternité au sein du monde ouvrier.
- Le souverain met donc en place, pour la première fois en France, une **législation sociale**. En 1864, il fait abroger, par la loi Ollivier, la loi Le Chapelier, qui interdisait les grèves depuis 1791. **Le droit de grève est ainsi accordé aux travailleurs**. Le droit d'association leur est accordé en 1866, mais pas encore celui de constituer des syndicats à proprement parler.

2. La structuration des mouvements ouvriers

- Pourtant, le gouvernement peine à rallier le monde ouvrier. En effet, de nouvelles organisations le structurent désormais à l'échelle de l'Europe. **En 1864 est fondée l'Association internationale des travailleurs (AIT), appelée plus généralement l'Internationale**. Elle s'appuie sur les idées développées par Karl Marx, qui prône une lutte directe contre le patronat et les gouvernements et entend donner un contenu politique aux luttes sociales.
- Eugène Varlin et Benoît Malon, membres influents de l'Internationale lui donnent pour mot d'ordre d'accomplir une « révolution politique » en faveur du prolétariat. S'ils ne sont pas majoritaires au sein de la classe ouvrière, ces mouvements gagnent en influence.

3. De nouvelles formes de contestations

- Le gouvernement mène une **politique répressive** contre les mouvements ouvriers révolutionnaires, arrêtant les chefs incitant à une action radicale. Ce divorce entre le régime et les ouvriers montre les limites de la politique de ralliement à Napoléon III. À cela s'ajoute le divorce entre l'empereur et certains intellectuels.
- Les critiques émises par Victor Hugo font gagner du terrain aux idées républicaines. Même s'ils furent publiés à partir de 1871, après la chute du second Empire, les romans de la série des Rougon-Macquart d'Émile Zola donnent une idée des insuffisances des élites face aux attentes d'une société en profonde évolution.

L'évolution de la place de l'école dans la société

1. La massification de l'école en France

Depuis que la III^e République a instauré l'école gratuite, laïque et obligatoire à la fin du XIX^e siècle, la population scolarisée a connu une importante croissance ainsi qu'un allongement du nombre d'années d'études.

En 1881 et 1882, les lois Ferry rendent obligatoire la scolarisation de tous les enfants, garçons et filles, pour instruire une population encore largement analphabète (ne parlant pas ou mal le français).

L'objectif de l'école étant d'**unifier la nation**, elle adopte une double mission d'**instruction** et de **socialisation**, et va ainsi former des individus alphabétisés, des citoyens responsables et des travailleurs efficaces. Mais, pour la majorité des citoyens, la scolarisation s'arrête à la fin des études primaires. La poursuite des études secondaires et supérieures est alors réservée à une élite.

Ce sont les progrès techniques du XX^e siècle qui favorisent l'enrichissement de la population et imposent ainsi un allongement de l'instruction. On observe dès lors un développement de l'enseignement secondaire (général, technique et professionnel) et supérieur (université, STS, IUT, IUP), qui élève le niveau de formation initiale. Entre 1950 et 2010, le nombre d'élèves a augmenté de 30 % dans le 1^{er} degré, il a été multiplié par 3,8 dans le 2^{ème} degré et par 10,6 dans le supérieur. Cette massification s'explique d'abord par le baby-boom : entre 1946 et 1960, un pic de natalité s'est installé en France, et le nombre d'individus âgés de moins de 20 ans a augmenté de 26 %. Cela a multiplié le nombre d'élèves à accueillir. Cet essor démographique est renforcé par des politiques d'allongement de la scolarité, comme, par exemple, en 1959, l'obligation de scolarisation portée à 16 ans.

Le taux de scolarisation (rapport entre le nombre d'individus scolarisés et le total des individus de la même tranche d'âge) a donc augmenté, et avec lui les taux de réussite au bac et d'entrée dans l'enseignement supérieur. Il y avait 15 fois plus de bacheliers en 2000 qu'en 1950. Les mutations économiques de l'époque nécessitaient cette accélération de la massification scolaire, en permettant un accroissement du niveau de formation et donc de qualification de la main d'oeuvre.

Cette massification scolaire a pu se concrétiser grâce aux ressources financières de la nation. Le but était d'améliorer les conditions de vie qui répondaient aux transformations de l'économie. Cela a été rendu possible grâce à la forte croissance économique des Trente Glorieuses.

2. La démocratisation de l'école

On a coutume de distinguer les démocratisations « quantitative » et « qualitative ».

La démocratisation « quantitative » est l'élargissement de l'accès à des études de plus en plus longues, pour un nombre et une part de plus en plus importants de la jeunesse. On parle aussi de « diffusion de l'école » ou de « diffusion des diplômes » dans la population.

Cette forme de démocratisation a été spectaculaire : 5 % d'une classe d'âge accédait au bac en 1946, contre un peu plus de 60 % aujourd'hui. Le principal outil de cette démocratisation a été la mise en place de structures construisant une « école unique », ou de structures destinées à tirer un nombre plus important de jeunes vers des qualifications plus élevées. Mais dans cette perspective, on ne s'intéresse pas aux inégalités sociales de scolarisation.

La démocratisation « qualitative » est l'affaiblissement du lien entre l'origine sociale d'un élève et son parcours scolaire. Elle doit donc se traduire par moins de déterminisme social sur la réussite scolaire, moins d'inégalités sociales de scolarisation et des probabilités égales pour tous les enfants de réussir à l'école.

On en mesure généralement l'ampleur par l'évolution des écarts de réussite ou des différences de cursus selon l'origine sociale des élèves. Ici, le constat est plus nuancé : si la massification de l'école a eu un effet mécanique de démocratisation qualitative (aujourd'hui, un enfant de cadre n'a que 2 fois plus de chances d'accéder au bac qu'un enfant d'ouvrier, contre 10 fois plus il y a 20 ans), on constate néanmoins la persistance d'une « démocratisation ségrégative », puisque toutes les voies de scolarisation n'accueillent pas dans les mêmes proportions les mêmes élèves (par exemple, les classes SEGPA sont composées à 70 % d'enfants d'ouvriers, employés et chômeurs, contre 1,6 % d'enfants de cadres ; 50 % des élèves de CPGE sont des enfants d'enseignants, etc.). La massification n'est donc pas un critère suffisant pour parler de démocratisation de l'école.

En conclusion, la démocratisation et la massification scolaires sont une réponse aux transformations économiques et sociales de la société au cours du siècle dernier, mais ne signifient pas pour autant que la société évolue vers une véritable égalité des chances.

L'affaire Dreyfus

Introduction

Au lendemain des désastres de 1870- 1871, et dans un climat d'insécurité suite à l'assassinat du président Sadi Carnot en 1894, le régime républicain développe un discours nationaliste qui provoquera un « courant » antisémite. Cette même année le jeune officier juif et d'origine alsacienne Alfred Dreyfus, est accusé à tort d'espionnage au profit de l'Allemagne contre la France, condamné pour haute trahison, à la déportation perpétuelle et à la dégradation militaire. C'est un scandale judiciaire et politique qui divisera l'opinion française entre 1894 et 1906. Le 13 janvier 1898 Emile Zola, écrivain et journaliste français publie son article « J'accuse » dans l'Aurore pour prouver l'innocence de Dreyfus et ainsi relancé cette affaire. Le 12 juillet 1906, au terme de 12 années de combat, Alfred Dreyfus et ceux qui ont lutté à ses côtés triomphent de l'accusation de trahison obtenant son acquittement.



Affiches des films sur l'Affaire Dreyfus.

I / Le contexte

Le 19 juillet 1870 Napoléon déclare la guerre à l'Allemagne. C'est une défaite pour la France qui se solde le 10 mai 1871 par l'annexion de l'Alsace et une partie de la Lorraine par l'Allemagne. Au lendemain des désastres de 1870-1871, face à la montée de l'antisémitisme répandu par Drumont (publication de « La France juive » en 1886) et l'assassinat du président Sadi Carnot en 1894, un sentiment d'insécurité et de revanche se répand sur toute la France. Du 6 au 15 octobre 1894, le service des renseignements de l'armée française intercepte une lettre « le bordereau » adressé à l'attaché militaire allemand en poste à Paris. Une enquête est aussitôt menée dans les bureaux de l'Etat- Major. Les soupçons se portent alors sur le capitaine Alfred Dreyfus, officier stagiaire. Une première analyse du document ne parvient pas à prouver la culpabilité de Dreyfus, une seconde expertise est alors demandée concluant à la culpabilité de Dreyfus. Après un rapide interrogatoire, Dreyfus est écroué sur ordre du général Mercier pour espionnage au profit des allemands.



Portrait d'Edouard DRUMONT

(1844-1917)



Portrait de Sadi CARNOT

(1837-1894)



Portrait d'Auguste MERCIER

(1833-1921)

II/ Qui est Dreyfus ?

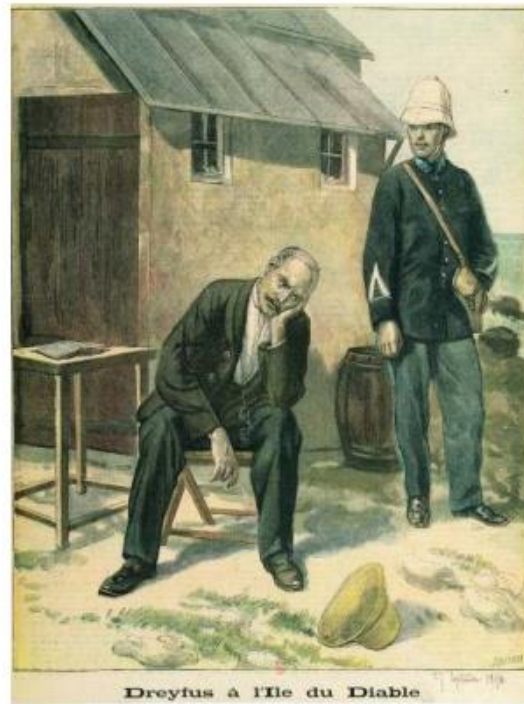
Alfred Dreyfus est né le 9 octobre 1859 à Mulhouse, Alsace en France. Français et de confession juive il est le benjamin des neuf enfants de Jeannette Libmann-Weill et de l'industriel Raphaël Dreyfus. Il a onze ans lorsqu'éclate la guerre franco-allemande. En 1871, le rattachement de l'Alsace et de la Lorraine à l'Empire allemand, bouleversera la vie de la famille Dreyfus. Pour conserver leur nationalité française, les Dreyfus se feront domicilier à Carpentras. Dreyfus entre à l'Ecole polytechnique en 1878 et devient officier d'artillerie. En 1890 il est admis à l'Ecole de guerre puis devient lieutenant-colonel dans l'armée Française et se marie à Lucie Hadamard, ils ont deux enfants : Pierre et Jeanne.



Alfred Dreyfus

III /La France se divise

1) L'affaire Le 27 septembre 1894, la Section de statistiques intercepte un document adressé aux Allemands, annonçant des révélations sur la défense nationale française. Sous prétexte que sur ce document appelé « bordereau », l'écriture figurante est assimilée à celle d'Alfred Dreyfus, il est alors accusé d'avoir livré des documents à l'Allemagne. Dreyfus proteste en vain de son innocence. Le commandant Hubert Henry constitue un dossier à charge contre le capitaine Dreyfus essentiellement composé de faux, qui est communiqué aux juges à l'insu de la défense. Le 22 décembre, Alfred Dreyfus est reconnu coupable de haute trahison par le premier conseil de guerre du gouvernement militaire de Paris, qui le condamne à la dégradation et à la déportation dans l'île du Diable au large de la Guyane. Premier et seul déporté politique envoyé en Guyane, Dreyfus y subit des conditions de détention particulièrement difficiles : la mise aux fers chaque nuit et liens par une double boucle.



Source : Gallica. BNF. Couvertures du *Petit journal* du 13 janvier 1895 N° 217 + du 27 septembre 1896 N° 306.

2) Les réactions de la famille de Dreyfus

La famille de Dreyfus se mobilise à Paris et reste solidaire même dans les moments difficiles. Convaincu de l'innocence de son frère, Mathieu Dreyfus, aidé par le journaliste Bernard Lazare mène campagne pour la révision du procès. En mars 1896, le nouveau chef du Service des renseignements, le lieutenant-colonel Picquart acquiert la conviction que le vrai coupable est un certain Esterhazy. Mathieu Dreyfus accuse sur plainte Esterhazy, acquitté le 11 janvier 1898 par le conseil de guerre, rendant ainsi impossible toute révision du procès. La famille Dreyfus dépose une demande de révision le 5 juillet 1898 auprès du nouveau ministre de la

Guerre, Godefroy Cavaignac. En septembre 1899, Dreyfus est à nouveau condamné par le conseil de guerre de Rennes, avec des circonstances atténuantes, à 10 ans de réclusion.



Source : Exposition exceptionnelle : Dreyfus – l’histoire d’une famille juive-française...

3) Les dreyfusards, les antidreyfusards

La condamnation judiciaire de Dreyfus se transforme en une crise de régime qui divise la France en deux opinions. Communément surnommée « l’affaire Dreyfus », les Dreyfusards et les Antidreyfusards vont s’opposer. Les dreyfusards : Hommes de gauche, anticléricaux et antimilitaristes, ils défendent les droits de l’homme, la liberté individuelle et réclament la révision du procès. « C’est parce qu’il était Juif qu’on l’a arrêté, c’est parce qu’il était Juif qu’on l’a jugé, c’est parce qu’il était Juif qu’on l’a condamné. »

Bernard Lazare, le premier des dreyfusards, résume ainsi le sort du capitaine Dreyfus. D'autres intellectuels reconnus défendent également sa cause : Georges Clemenceau, Jean Jaurès, les écrivains comme Marcel Proust, André Gide et principalement Emile Zola. Les antidreyfusards : Hommes de droite, nationalistes, conservateurs et antisémites, ils mettent en avant l'intérêt supérieur de la patrie, l'honneur de l'armée. Antisémitisme affirmé Edouard Drumont publie en 1886 La France Juive. D'autres forment la Ligue de la patrie française : Maurice Barrès, Paul Déroulède, Félix Faure.



IV /L'intervention d'Emile Zola et la conclusion de l'affaire

Le 13 janvier 1898, Emile Zola publie dans le journal l'Aurore, fondé par Clémenceau et Vaughan l'année précédente, une lettre ouverte au Président de la République, Félix Faure, au titre provocateur, « J'accuse... ! ». Dans cette longue plaidoirie, Zola rappelle dans un premier temps les circonstances de l'Affaire, la découverte du bordereau et la condamnation de Dreyfus, puis revient sur la révélation de la trahison du commandant Esterhazy, avant de dénoncer son acquittement scandaleux et d'accuser dans une suite de litanies commençant par le célèbre « J'accuse », les ministres de la Guerre, les officiers de l'état-major et les experts en écriture convoqués lors du procès d'Esterhazy d'être responsables de la condamnation d'un innocent, en acquittant un coupable. Titré à 300 000 exemplaires, l'engagement public de Zola l'expose à des poursuites judiciaires qui aboutissent à sa condamnation le 23 février 1898. Condamné à un an de de prison ferme, Zola s'exile.

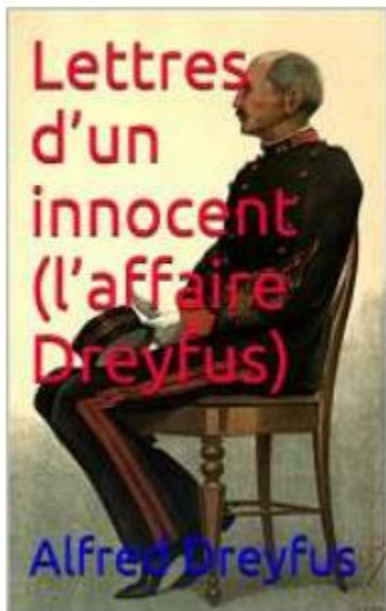


Le 29 septembre 1902, il est asphyxié à son domicile à cause d'une cheminée bloquée. On soupçonne des anti-dreyfusards d'avoir provoqué cet accident mais l'enquête ne permet pas d'aboutir à des résultats concluants. Dans les jours qui suivent, ses obsèques au cimetière Montmartre voient défilér de nombreux écrivains et anonymes, parmi lesquels des mineurs venus spécialement du nord rendre hommage à l'auteur de *Germinal*.

Sous la présidence de Félix Faure, rien n'évolue. Avec le nouveau président Emile Loubet, Dreyfus passe enfin devant un nouveau conseil de guerre à Rennes le 7 août 1899 qui le condamne à nouveau à 10 ans de réclusion criminelle « avec circonstances atténuantes ». Jean Jaurès réélu en 1902 relance l'affaire. En 1903, Dreyfus demande la révision de son procès, qui lui est accordée en 1904. Le 12 juillet 1906, le jugement est cassé sans renvoi, et, le lendemain, la Chambre vote une loi le réintégrant dans l'armée, avec le grade de chef d'escadron. Le 21 juillet 1906, il est nommé Chevalier de la Légion d'honneur.

Conclusion :

Dreyfus fut dégradé de ses fonctions militaires en 1894 pour avoir divulgué des secrets militaires à l'Allemagne. Condamné à effectuer cinq ans de bague en Guyane, puis à dix ans de prison. Pourtant toutes les preuves attestaient de son innocence et de la culpabilité d'un autre officier, le commandant Esterhazy. Cette affaire eut des conséquences durables sur la vie politique française. Grâce à l'intervention d'Emile Zola, la presse s'affirme alors comme un contre-pouvoir très fort. La République se sert de l'affaire Dreyfus pour rebondir. Elle lance une offensive laïque qui aboutira à la séparation des Eglises et de l'Etat en 1905. Alfred Dreyfus meurt le 12 juillet 1935. Il laisse en témoignage « Les lettres d'un innocent » rédigées durant son supplice. Lettres pour lesquelles Zola déclare : « Je ne connais pas de pages plus hautes, plus éloquentes, c'est le sublime dans la douleur et plus tard elles resteront comme un monument impérissable lorsque nos œuvres à nous, écrivains, auront peut-être sombrées dans l'oubli ».



1^{ère} édition. Paris 1898. Ed. de l'Aurore

La modernisation de l'agriculture française après 1945

L'agriculture française évolue à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, passant d'une agriculture familiale à un système industriel.



L'agriculture occupe une partie non négligeable du territoire métropolitain, à hauteur de 45 % (INSEE). Au-delà des spécificités régionales et de la richesse de ses productions agricoles, l'**agriculture française** telle que nous la connaissons est le fruit d'un processus politique amorcé à la suite de la [Seconde Guerre mondiale](#) dans un objectif précis : produire pour reconstruire la France.

La situation de l'agriculture française avant la guerre

Au début du XXe siècle, **la population française est majoritairement rurale**. L'exode vers les villes se poursuit depuis la révolution industrielle, et l'agriculture française se modernise peu à peu. Les progrès techniques du XIXe siècle comme l'amélioration des assolements ou des attelages permettent notamment d'améliorer les rendements et l'efficacité.

Si aujourd'hui [le tracteur est un des symboles de l'agriculture](#), la machine n'est l'alliée de l'agriculteur que depuis très peu de temps. Avant la guerre, l'agriculture française est principalement vivrière et familiale, la traction est effectuée à l'aide de [chevaux](#) ou de bœufs, et les rendements sont bien plus faibles qu'aujourd'hui.

On dénombre environ **16 millions de personnes vivant de l'agriculture au début du XXe siècle**, principalement dans des fermes de moins de 10 ha (plus de 85% des structures). Cela représente plus de 40 % de la population française. Au sortir de la guerre, les [chevaux](#) sont majoritaires, au nombre de **1 800 000** et les tracteurs encore peu nombreux, environ **100 000**. 20 ans plus tard, on dénombre 1 200 000 tracteurs et 600 000 chevaux.



Tracteur Waterloo Boy de 12 cv – John Deere / Domaine public

Plan Marshall et Politique Agricole Commune

À la libération, le [général Charles de Gaulle](#) souhaite **relancer l'économie française** rapidement. Dopés par le Plan Marshall, les investissements s'intensifient dans de nombreux secteurs de l'économie, dont l'agriculture. Celle-ci est en retard. Ainsi, en 1959, le rapport Rueff-Armand dresse le constat suivant :

La situation actuelle est imputable à l'archaïsme des structures parcellaires, à la faiblesse des surfaces cultivées par bon nombre d'agriculteurs, à l'inadaptation de certaines méthodes de production aux possibilités et aux exigences des progrès techniques, enfin à l'insuffisance des stimulants, imputable, jusqu'à un passé récent, à un excès de protectionnisme.

Rapport Rueff-Armand – 1959

La France se dote alors d'**un outil législatif puissant afin d'enclencher sa modernisation agricole** : La Loi d'Orientation Agricole de 1962, dite Loi Pisani, en référence au ministre de l'agriculture Edgard Pisani (ministre de 1961 à 1967).

Ces lois font suite à la **Loi d'Orientation Agricole de 1960**, et poursuit 3 objectifs principaux définis dans le projet de loi de juillet 1962 présenté à l'assemblée nationale : diminuer les coûts de production ; améliorer les marges ; accroître les revenus. L'agriculture doit s'intensifier, se spécialiser, se mécaniser.

À l'échelle de l'[Union Européenne](#), le processus de modernisation de l'agriculture porte un nom : la [Politique Agricole Commune](#) (PAC). Cette politique est rédigée à l'occasion du Traité de Rome de 1957, et entre en vigueur le 30 juillet 1962.

Résolument productiviste, **la PAC a pour ambition de rendre l'agriculture européenne plus performante** afin d'atteindre l'autonomie alimentaire pour la Communauté. Fondée sur des principes protectionnistes tels que la préférence communautaire, la PAC permet également une libre circulation des marchandises liée à l'unicité du marché. La PAC est l'un des fondements de l'identité européenne.

L'avènement d'une agriculture plus productive

Les politiques rurales d'après-guerre sont claires, il faut **favoriser les structures agricoles de taille moyenne**, de 30 à 50 ha, disposant d'outils modernes et mobilisant des pratiques agronomiques intensives. Sur le territoire français, l'application de ces politiques de développement se traduit par un changement rapide dans le paysage rural. Les territoires se spécialisent, les pratiques changent, les fermes s'agrandissent.

Afin de faciliter l'emploi des machines, mais également d'accélérer la cadence des travaux, **les haies sont arrachées et les champs s'agrandissent**. C'est le remembrement agricole, conduisant à la disparition de 835 000 kilomètres de talus et de haies, principalement dans la moitié Nord de la France, entre 1945 et 1985. Au cœur des années 1970, le remembrement atteint son paroxysme avec près de 500 000 ha remembrés par an.



Les effets du remembrement, de la spécialisation et de l'agrandissement des fermes dans la Beauce. Image tirée de l'outil Remonter le temps de l'IGN.

Dopée par les progrès de la pétrochimie, **l'agriculture française s'intensifie**. Les composés de synthèse deviennent des alliés précieux pour les paysans contre des insectes, maladies et autres champignons qui s'attaquent à des variétés végétales extrêmement productives mais fragiles.

Le fondement de la révolution agricole consistant à utiliser **des engrais organiques** tels que le fumier des animaux, est balayé avec l'arrivée des **engrais azotés**. Développés suite à l'invention du procédé [Haber Bosch](#), ceux-ci sont désormais allègrement employés dans les campagnes, dopant artificiellement le potentiel productif des terres agricoles.

En 1909, Fritz Haber met au point le procédé le plus important de tout le XX^e siècle en parvenant à **fixer l'azote de l'air sous forme ammoniacale**, par hydrogénation du diazote gazeux atmosphérique.

Les territoires français, jusqu'alors grandement diversifiés à travers une multitude d'exploitations en **polyculture élevage**, se spécialisent. La [vigne](#) périclité dans de nombreux territoires pour se maintenir dans des terroirs où sa réputation le permet. **Les régions de l'Ouest de la France deviennent laitières** et maraîchères, les fruitiers se développent dans le Sud de la France, et la partie Nord du pays se lance dans **la production de grandes cultures**, favorisées par la Politique Agricole Commune.

La part de cultures fourragères diminue fortement, passant de 20 millions d'ha en 1950 à 15 millions d'ha en 2000. Les animaux, bien que plus nombreux, sont désormais nourris à l'aide d'aliments concentrés fabriqués selon des processus industrialisés. Les terres disponibles permettent le développement des surfaces non agricoles d'une part, mais également des grandes cultures, avec **2 millions d'ha cultivés en plus entre 1950 et 2000**.

L'institutionnalisation de l'agriculture française

Afin d'homogénéiser le développement rural, de nombreux organismes para-agricoles voient le jour. Ainsi, dès 1946, l'Institut National de Recherche Agronomique, l'**INRA** (aujourd'hui **INRAE**), est constitué dans le but d'accélérer les progrès techniques en stimulant la recherche agronomique. Les agronomes doivent alors répondre à cette question : **comment nourrir la France ?** C'est une organisation méthodique de la science qui s'établit alors au sein de pôles régionaux disséminés à travers la métropole.

La même année, c'est le syndicat agricole majoritaire qui se constitue, la **Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA)**, s'inscrivant pleinement dans le projet modernisateur d'après-guerre. Mais la dynamique sociale autour de l'augmentation de la production n'est pas l'apanage de la FNSEA.

Depuis 1929, la **jeunesse agricole catholique (JAC)**, fondée par l'[abbé](#) Jacques Charles, permet de former la jeunesse agricole, via l'enseignement. Au sortir de la guerre, l'objectif productif est embrassé par ce mouvement au travers de la mécanisation, du recours aux engrais et à l'agrandissement. Ce mouvement a permis de **former de nombreux cadres agricoles des années 1960**, organisant la profession via la création d'organismes de gestions, de coopératives ou encore des syndicats agricoles, tels que la FNSEA.

Dans l'optique de diffuser les innovations produites, les **chambres d'agricultures**, organismes consulaires chargés de diffuser et d'implémenter la politique de développement agricole et rurale de l'état français, se dotent de conseillers agricoles dès l'après-guerre.

Enfin, la Safer (Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural) est constituée par Edgar Pisani afin de faciliter la politique d'aménagement foncier permettant de rendre plus productive l'agriculture.

La fin des sociétés paysannes, l'émergence d'une agriculture de firme

Cette vague modernisatrice conduit à **une modification socio-économique des campagnes françaises**. Le sociologue Henri Mendras évoque ainsi dès 1967 la fin des paysans, le progrès technique ayant contraint cette classe sociale jusqu'alors majoritaire à une réduction drastique de ses membres, qui se sont eux-mêmes transformés en chefs d'exploitations agricoles.

Si au cours des soixante dernières années les paysans n'ont pas réellement disparu, de nombreux agriculteurs se réclament toujours de cette mouvance. À commencer par l'un des syndicats agricoles principal, la **confédération paysanne**. Force est de constater que les sociétés paysannes ont, quant à elles, réellement disparu.

Aujourd'hui, le modèle famille exploitation s'efface peu à peu au profit d'une agriculture de plus en plus industrielle, que le sociologue Purseigle nomme **agriculture de firme**. C'est l'aboutissement du processus modernisateur entamé il y a près de 70 ans, transformant profondément nos campagnes.

Indéniablement, la modernisation agricole a permis **un gain de productivité très important**, diminuant le labeur physique, octroyant une part plus grande au loisir et aux activités tertiaires. Mais aujourd'hui, elle est pointée du doigt par différents acteurs comme étant à **l'origine de dégradations environnementales** et sociales.

Ainsi, Edgar Pisani, pourtant moteur au sein de ce processus, déclarait en 2004 : *« J'ai été, quant à moi, productiviste... hier. Ce qui se passe, aujourd'hui, m'inspire plus d'inquiétude que d'espoir ».*

Les courants littéraires

Un **courant littéraire** (aussi appelé mouvement littéraire) regroupe des principes, des idées et une vision commune du monde et de la littérature.

Les auteurs faisant partie d'un même courant littéraire partagent souvent une même vision esthétique et idéologique de l'écriture. L'œuvre d'un auteur peut donc ressembler, d'une certaine manière, à celle d'un autre (tout en préservant des traits spécifiques au style de l'auteur).

Un courant peut découler d'un autre, mais de manière générale, un courant naît en opposition à un autre qui le précède. De plus, les courants littéraires n'apparaissent pas dans un seul pays ou une seule région. Souvent, ils se répandent sur un continent ou sur plusieurs. La plupart du temps, un courant traverse tous les arts à la fois.

Le dada (1916 - 1923)

Ayant existé pendant la [Première Guerre mondiale](#), le courant dada, ou dadaïsme, a anéanti toutes conventions/contraintes idéologiques et esthétiques. Les auteurs ont rejeté la raison, la logique, les conventions et les traditions. Cette façon de faire s'est répétée par la suite dans l'histoire littéraire. Les dadaïstes se voulaient très engagés politiquement, irrespectueux, méprisants, provocateurs et extravagants. Ils recherchaient la liberté d'expression à tout prix et avaient pour but de faire réfléchir les lecteurs sur la société.

Auteurs significatifs : Aragon (1897-1982), Breton (1896-1966), Eluard (1895-1952).

Le surréalisme (1920 - 1940)

Né au sortir de la Première Guerre mondiale, le surréalisme découle du courant dada. Les auteurs repoussent les limites de la création en se servant de l'art pour des fins libératrices, révolutionnaires et politiques.

Ils **s'opposent** vertement **au rationalisme**. Ils explorent les thèmes de la révolte, de l'urbanité, des rencontres insolites, des rêves, de l'imagination, des femmes, de l'amour fou, de l'inconscient, du hasard, etc.

Auteurs significatifs : Breton (1896-1966), Eluard (1895-1952), Aragon (1897-1982), Desnos (1900-1945), Péret (1899-1959).

L'absurde (1938-1960)

Issu de l'existentialisme en philosophie, les auteurs de ce courant abordent surtout l'absurdité de la condition humaine, **l'incohérence**, la répétition, l'étrangeté, la solitude, le non-sens, l'inconscient et l'insignifiance. Ils refusent le réalisme, la psychologie et les structures traditionnelles de l'art.

Auteurs significatifs : Sartre (1905-1980), Camus (1913-1960), Ionesco (1912-1994), Beckett (1906-1989).

Le Nouveau Roman (1950-1970)

Ce courant regroupe des auteurs surtout publiés dans une même maison d'édition (Les Éditions de Minuit). Après la [Seconde Guerre mondiale](#), les auteurs étaient désillusionnés par l'homme et ses capacités destructrices. C'est pourquoi ils **refusèrent toutes règles**, principes, visions, etc. que la littérature avait explorés jusque-là. Par exemple, certains ont remis en question, voire supprimé, la notion de personnage. Ainsi, leurs personnages n'avaient pas de nom, étaient désignés par une lettre ou par un pronom personnel. Dans d'autres cas, c'est la chronologie des événements qui a été

abolie. Le nouveau roman met l'accent sur les procédés de narration, les descriptions, la précision, les monologues intérieurs, les lieux, les objets, etc.

Auteurs significatifs : Robbe-Grillet (1922-2008), Butor (1926-2016), Sarraute (1900-1999), Claude Simon (1913-2005).

L'histoire des Républiques en France

L'Histoire institutionnelle de la France a subi de multiples secousses depuis la Révolution française de 1789 et la proclamation de la République française le 21 septembre 1792. Le régime français d'alors, qu'était la Monarchie de droit divin, prend fin pour laisser place à la République.

Le mot république vient du latin « RES PUBLICA » qui signifie la chose publique. Comprenant cela, gouverner la cité est donc la préoccupation de tous les citoyens. Régime politique, idéal de société, cadre institutionnel. Ce concept n'est pas exclusivement français, la république a rythmé l'histoire de tout temps, s'imposant comme le régime idéal à l'émancipation de l'homme, ce vers quoi il aspire. Mais avant cela, elle a traversé de multiples périodes allant de la république platonienne du 4ème siècle avant J.C., en passant par la république romaine (509-44 av. J.C.) et par la république française de ces derniers siècles.

La France a connu depuis la révolution française de 1789 pas moins de trois monarchies, deux empires, cinq républiques et « l'État français » de Vichy. On peut penser aisément que la France est un véritable « consommateur » de régimes politiques. Le fait est que l'Histoire est incertaine, et qu'après 1789, la France se retrouve déboussolée et ne sait quel régime serait salvateur. Cependant, le régime qui s'imposera par cinq fois est le régime républicain.

On dénombre cinq républiques françaises:

□ La première république (1792-1804) fait suite à la révolution de 1789. Nommée le 21 septembre 1792 après l'abolition par les députés de la royauté, elle passe par trois formes: la convention nationale, le Directoire puis le Consulat. Elle prend fin à la suite du coup d'état de Napoléon 1er, le 18 mai 1804 qui instaure le premier empire. L'expérience de la première république a été mitigée, les français sortant de plusieurs siècle de royauté, ne la souhaitaient pas.

□ La seconde république (février 1848-décembre 1852) intervient après la révolution de février 1848. Le déclenchement est la campagne des banquets menés de front par l'opposition républicaine, radicale et orléaniste, dont la revendication majeure était l'extension du suffrage censitaire et non l'avènement d'un régime républicain. Considérée comme une république sociale avec la mise en place d'un gouvernement provisoire fortement marqué par les républicains, elle fait passer de nombreuses réformes, comme le suffrage universel masculin (2 mars 1848) ou encore l'abolition de l'esclavage par Victor Schœlcher (27 février 1848). Après les événements de juin 1848, la seconde république rentre dans une période d'ordre marquée par la montée des conservateurs avec, comme meneurs, Louis Napoléon Bonaparte. Celui-ci devient le premier président de la république française le 10 décembre 1848, il met en place un coup d'état le 2 décembre 1851 et rétablit l'empire l'année suivante.

□ La troisième république (4 septembre 1870-1940) intervient après la défaite de Napoléon III à la bataille de Sedan le 2 septembre 1870. Sa mise en place est laborieuse et elle apparaît très instable. Dès le début trois idéologies sont ainsi discréditées: le bonapartisme avec la défaite de Sedan, le socialisme avec la Commune et une restauration semble impossible avec les prises de positions du comte de Chambord par rapport au drapeau blanc. La troisième république est secouée par de multiples crises: la Commune, la crise boulangiste, l'affaire Dreyfus, et par deux guerres mondiales. L'instauration d'une république représentative par les « opportunistes » contribue à une réconciliation d'ordre national jusqu'aux nouveaux affrontements avec l'Allemagne. Prenant fin le 10 juillet 1940 par la délégation des

pleins pouvoirs au maréchal Pétain avec l'instauration de « l'État français » de Vichy, la troisième république s'inscrit comme le régime ayant la plus grande longévité.

□ La quatrième république (1946-1958) voit s'affronter deux projets: le premier, défendu par les communistes et la SFIO, est celui d'une assemblée unique ; le second, défendu par De Gaulle, prévoit un régime bicaméral avec un président de la république au-dessus des partis politiques. Le projet des communistes et socialistes est rejeté par la Constituante.

C'est finalement un projet à peu près similaire à celui de De Gaulle qui est adopté par la deuxième constituante mais avec un président au rôle moins puissant. L'assemblée nationale peut ainsi concurrencer le chef de l'état. La quatrième république doit reconstruire la France, ruinée par la seconde guerre mondiale. Elle s'appuie sur le programme du CNR très marqué de mesures sociales. Dans un contexte de tripartisme (SFIO/ PCF/MRP) la stabilité ministérielle est difficile à trouver, et avec le conflit algérien de plus en plus grandissant, la quatrième république est impuissante. P. Pflimlin démissionne et De Gaulle le remplace le 1er juin 1958.

□ La cinquième république (de 1958 à nos jours) intervient après la modification constitutionnelle du 28 septembre 1958. C'est une république très marquée par la personnification du pouvoir. C'est ainsi qu'a évolué la constitution de cette cinquième république. Le pouvoir exécutif ne tient plus son existence du Parlement, le rôle de l'assemblée nationale diminue. Le président n'est plus élu par le parlement mais au suffrage universel direct (1962). Les référendums sont aussi utilisés. À ce jour, il y a eu sept présidents en cinquième république: C. De Gaulle, G.Pompidou, V. Giscard D'Estaing, F. Mitterrand, J. Chirac, N. Sarkozy et François Hollande. Sur l'échiquier politique, c'est la droite qui a été le plus au pouvoir, mais à partir de 1981 et l'élection de F.Mitterrand, la gauche avec le PS arrive au pouvoir jusqu'en 1995, puis revient lors de cohabitations avec L. Jospin.

Conclusion

La France connut alors un apogée culturelle qui n'a guère d'équivalent que la première moitié du siècle des Lumières. La Belle Époque s'étend de 1900 à 1914 : période d'équilibre où l'on découvre les agréments des nouvelles techniques (cinéma, automobile, électricité). Dans ce contexte, l'idée de la Belle Époque se précise sur le plan économique, politique, sociale et culturel.

C'est le temps de l'extension de la presse illustrée, du développement du sport et des loisirs, du triomphe de l'illusion et de l'optimisme. C'est alors que se développent les avant-gardes historiques qui marqueront l'ensemble de la première moitié du siècle. Ces développements concrétisent en quelques sortes le sentiment d'avancement et de découverte qui caractérise l'époque : la vitesse avec l'automobile ; l'âge de l'acier, illustré par la tour Eiffel, d'abord si décriée, qui se développe à travers de nombreuses constructions. Les français cultivent avec quelque raison le sentiment d'être à la pointe de la civilisation. Le souvenir de Victor Hugo, un auteur universel sans équivalent dans son siècle, est encore vivant dans tous les esprits, de même que celui de Louis Pasteur, le savant le plus populaire de tous les temps

" Le pays est loin d'avoir épuisé sa sève créatrice comme le montrent les réalisations de la « Belle Époque »."

De ce fait, le passage dans lequel nous nous trouvons au début de XX^e siècle est beaucoup plus décisif. Peut-être, plus qu'une fin de siècle, est-ce la fin du livre et de l'écrit qui se joue. C'est la littérature jouant les fins de partie- par quoi elle revient. L'histoire de la littérature française du XX^e siècle est inséparable de l'approche interdisciplinaire, de la pluralité des arts, d'une intense activité critique et philosophique. Elle élabore une archéologie de la modernité ; elle fait le récit des différences, de l'hybridation des formes et des techniques, de l'écriture sur la brèche.

C'est l'histoire de la littérature des partages et des partitions : la poésie traduit une vision morcelée du monde et de sensation d'Apollinaire ; le théâtre connaît les succès de Claudel et ses fonctions de traduction. L'extraordinaire floraison d'œuvres majeurs de Proust dans le domaine romanesque fait de cette période un moment très riche et novateur.

Reste que le XX^e siècle semble aujourd'hui, prendre pleine mesure de la découverte que, tout comme les civilisations, les formes littéraires sont mortelles c'est-à-dire vivantes. La Belle Époque n'apparaît plus alors que comme un instant figé, contenant en germe les malheurs futurs. Cette période d'avant-guerre était alors vue comme un paradis perdu.

" Ces années ont été identifiées ainsi à posteriori, dans les années 1920. Cette période d'avant-guerre était alors vue comme un paradis perdu, une ère d'insouciance et de prospérité dans une France à son apogée sur la scène mondiale."

Bibliographie

BERSTEIN Serge et MILZA Pierre, Histoire de la France au XXe siècle, t.1 : 1900-1930, Complexe, 2004.

BERSTEIN Serge et MILZA Pierre, Histoire de la France au XXe siècle, t.2 : 1930-1958, Complexe, 2009.

RIOUX Jean-Pierre Rioux et SIRINELLI Jean-François Sirinelli, Histoire culturelle de la France - 4. Le temps des masses, Seuil, 2005.

SCHOR Ralph, Histoire de la société française au XXe siècle, Belin, 2004.

SIRINELLI Jean-François (dir.), La France de 1914 à nos jours, PUF, 2004.

- LUCAS-VQZ, Belle époque. Etudier.com. Récupérée [11, 2013]. Disponible sur <http://www.etudier.com/dissertations/Belle-Epoque/44833846.html>

-LABRUNE, Gérard; TOUTAIN, Philippe, *L'histoire de France*, Repère pratique, Nathan, Paris, 2007

-LAGARDE, André ; MICHARD, Laurent, *XIXe siècle*, Nouvel édition, Les Editions Bordas, Paris, 1969

LAGARDE, André ; MICHARD, Laurent, *XXe siècle*, Nouvel édition mise à jour 1900-1973, Les Editions Bordas, Paris, 1973

Henri Mendras, [La fin des paysans. Vingt ans après](#), *EcoRev'*, 2019

Marcel Mazoyer et Laurence Roudart, [Histoire des Agricultures du Monde : Du néolithique à la crise contemporaine](#), Seuil, 2002

Toutes les statistiques sur le monde agricole français : [Agreste](#)

Jean Molinier, [L'évolution de la population agricole du XVIIIe siècle à nos jours](#), Economie et Statistique, 1977